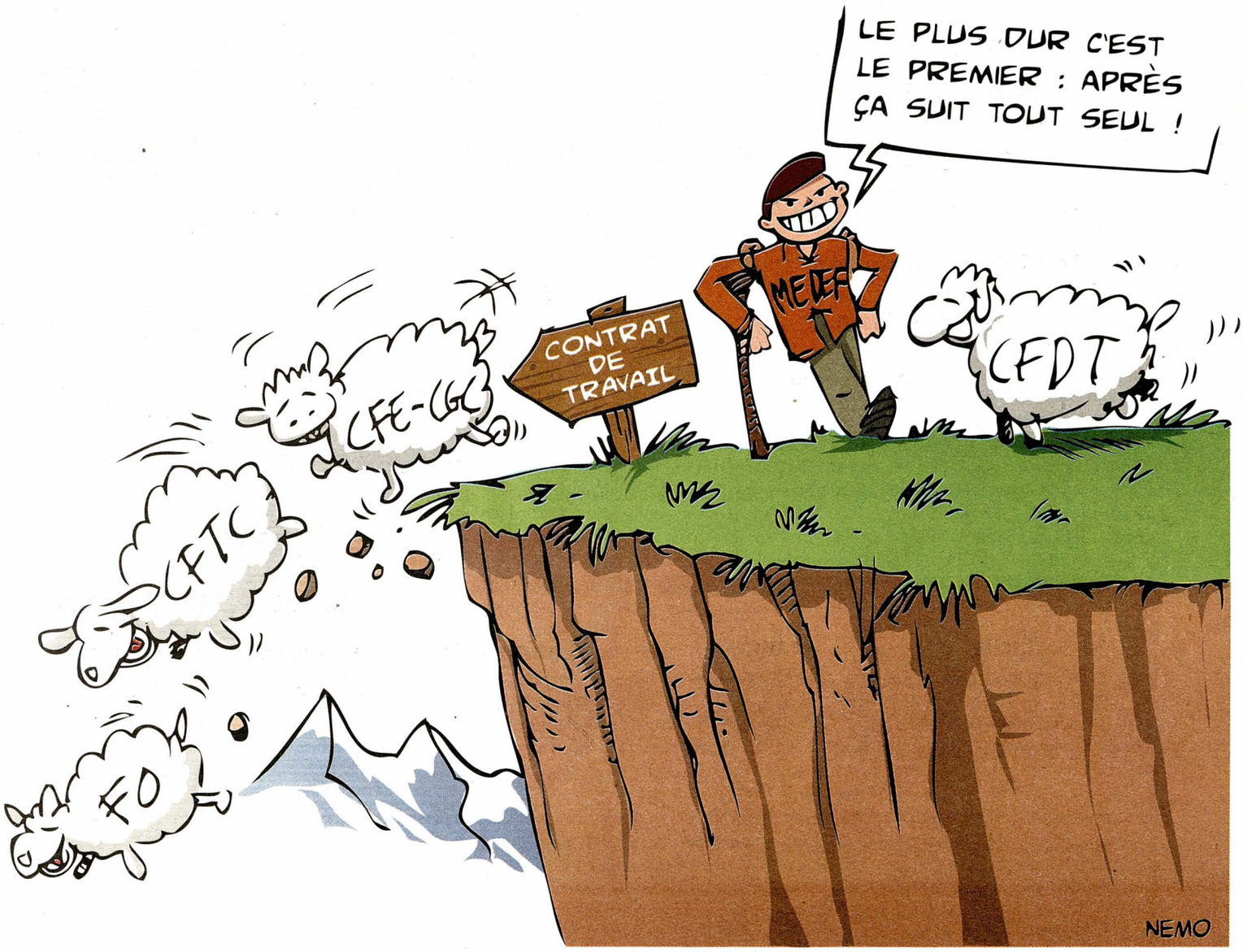
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Contrat à Durée Incertaine

la flexibilité syndicale



M 02137 - 1501 - F: 2,00 €
2 €
ISSN 0026-9433

«Bien fol qui ne s'enivre jamais.»
Rabelais

hebdo n° 1501
du 24 au 30 janvier 2008

Sommaire

Donne-moi ta montre, par Jipé, *page 4*

Proximité new-look, par M. Rajsfus, *page 5*

Les brèves, *page 6*

Le billet du **Peinard**, *page 7*

L'autruche **en cotte** de mailles, *page 7*

Retour des **lettres de cachet** ?, par B. Bildeberg, *page 8*

La **colombe** qui tue, par S. Chemin, *page 9*

Tintin chez les **émirs**, par J.-P. Levaray, *page 10*

Chiapas toujours harcelé, par E. Bernier, *page 11*

Marchands de canons, par P. Sommermeyer, *page 14*

Wilhelm Reich, par J. Le Sage de La Haye, *page 15*

Brioches américaines, par N. Potkine, *page 16*

Un chouette séjour en **Enfer,** par J.-C. Richard, *page 17*

La Plume et Goudron, par J.-M. Delpech, *page 19*

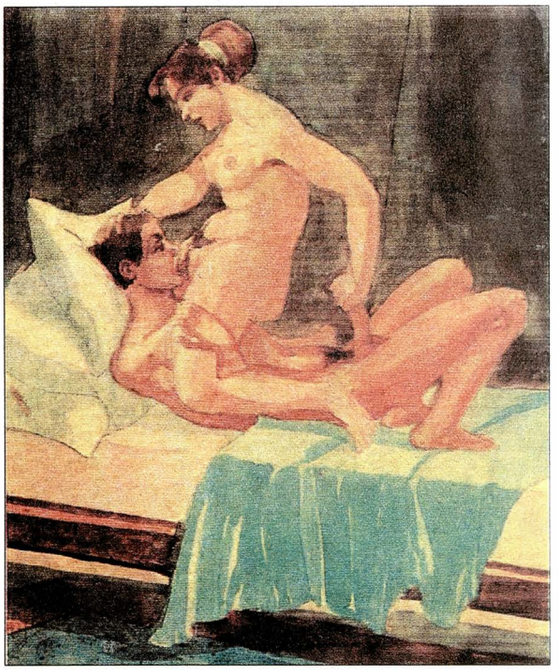
Anartiste N° 11, par P. Ducira, *page 20*

Un féroce **Ken Loach**, par S. Chemin, *page 20*

Vie du mouvement, *page 21*

Radio libertaire jusqu'à plus soif, *page 22*

L'agenda, *page 23*



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

La guerre des classes fait rage. Si les médias et les soi disant représentants du prolétariat n'en parlent guère, occupés qu'ils sont à préserver leur gamelle et la fumeuse représentation syndicale, le Médef, lui, dévore à belles dents toutes les avancées durement acquises en cent cinquante ans de luttes. Un secteur qui ne chôme pas, c'est le théâtre ! Pas celui des acteurs, metteurs en scène, machinistes et autres intermittents du spectacle, mais bien celui de la poudre aux yeux que notre bienfaiteur suprême nous balance en pleine poire. Les Rolex, Patek-Philips, chaînes en or avec médaillon et autres bimbeloteries s'étalent complaisamment sur la poitrine chétive du cynique matamore bling-bling de l'Élysée. Les robes signées, dont il serait paraît-il indécent de dire le prix, attifent les divas, et autres déesses de la politique-showbizz; autant de camouflets infligés avec morgue à la face des travailleurs, des émigrés, des èrémistes, des chômeurs en fin de droit – bref des gueux que tout ce joli monde considére avec insolence et mépris comme un troupeau bruyant voire odorant, taillable et corvéable à merci aux fins de financer les cadeaux somptuaires largement distribués aux nantis et aux riscophiles de tous poils. Les voyages au bout du monde, les séjours en palais des mille et une nuits, les croisières en yacht, les orgueilleuses et affriolantes histoires de fesses plus ou moins mondaines viennent avec délicatesse nous rappeler de conserver notre rang et de ne pas en faire un pataquès si le prix des denrées de première nécessité a pris 30 pour cent au supermarché du coin plus vite qu'il n'en faut à un chef d'entreprise pour délocaliser au Bengladesch. Nos maîtres à (dé)penser, férus de respect envers les cocasses et exotiques superstitions officielles et si prolixes en leçons de morale (pas beau fumer, boire, pas beau se soigner, profiter de sa retraite, pas beau de ne pas acheter des soldes, pas beau de ne pas être à genoux devant Sainte Croissance, etc.), pour tout dire si fiers de leur réussite sociale et de leur entregent, battent tous les records de vulgarité, de prétentiardise et de cynisme élitiste à la face de ceux qui en bavent, qui crèvent d'angoisse et/ou de faim; de ces otages (vous avez dit otages !) d'un monde mis en coupe réglé par la féroce mondialisation néolibérale du fric et de la violence militaire et flicarde. Ah comme nous aimerions, tel certain poète affamé de la révolution de 1848, discerner dans le silence nocturne des mansardes et des HLM, non pas les bang bang de débiles séries américaines, mais le petit bruit aigre et bien réconfortant des couteaux qu'on affûte !

« Flexisécurité »

un nouveau mauvais coup

C'était ficelé dès le départ. Rien de bon ne pouvait sortir des négociations entamées il y a plus de quatre mois concernant la « modernisation du marché du travail ».

Fabrice
Groupe La Sociale — Rennes

COMME TOUTES LES NÉGOCIATIONS à « froid », dictées dès le départ par les exigences patronales, il ne peut y avoir que des résultats au mieux « à moindre mal ». Surtout quand, en plus, on pratique l'exercice avec un pistolet sur la tempe, en l'occurrence la menace d'une loi à la sauce Sarkozy, si l'on n'arrive pas à un accord dans les temps imposés. Il est même certain que certains négociateurs sont de bonne foi, quand ils pensent avoir évité (ou différé) le pire. C'est le fameux syndrome du négociateur.

Il n'en reste pas moins qu'au final l'accord signé par quatre syndicats (CFDT, CFTC, CGC, FO) et le patronat est un nouveau coup porté aux salariés et que la méthode de Sarkozy d'intégration des syndicats (déjà visible avec la direction confédérale de la CGT lors de la bagarre des régimes spéciaux), marche à fond.

En arrière plan, j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire, la question de la représentativité syndicale (et du financement public des syndicats) pèse énormément. Chacun joue d'ailleurs, en la matière, son petit jeu.

Ainsi, la délégation CGT qui participait à la négociation a parlé, au terme de celle-ci, d'« avancées indéniables » tout en recommandant de ne pas signer (puisque la certitude de la validation de l'accord par au moins trois autres syndicats était acquise).

L'accord part du principe, pourri dès le départ, que les licenciements sont inéluctables (voir les plans en cours notamment dans l'industrie), qu'il faut donc les rendre plus commodes (pour l'employeur) et plus rapides avec en « contre partie » quelques garanties aux salariés censées les « sécuriser ».

Ce principe est résumé admirablement dans l'article 1 de l'accord : Le Contrat à durée indéterminée est la forme normale et générale du contrat de travail ». Fort bien ! Mais il est immédiatement ajouté que, « dans un environnement de perpétuelles fluctuations et dans un contexte de concurrence mondiale, le Contrat de travail à durée déterminée et le Contrat de travail temporaire ont une utilité avérée ».

Les choses sont donc claires dès le début, il s'agit d'accompagner socialement les effets de la mondialisation. En aucun cas de les combattre.

La fameuse notion de « flexisécurité » tant prônée par l'Europe trouve ainsi en France sa première traduction, même si cela va pour l'instant beaucoup moins loin que dans certains pays scandinaves notamment.

Concrètement, l'accord introduit une troisième voie de séparation qui n'est ni le licenciement, ni la démission : la « rupture conventionnelle », que certains appellent improprement « par consentement mutuel » Pour l'employeur c'est la garantie d'éviter tout recours ultérieur du salarié aux prud'hommes, après un délai possible de rétractation de quinze jours et une validation par la direction départementale du travail et de l'emploi (dont il faut savoir qu'elle dispose déjà de moins en moins de moyens en personnel pour faire appliquer ce qui reste du droit du travail).

Le salarié pourra bénéficier des allocations chômage (à l'inverse d'une démission). Cela a déjà été dit dans un précédent article, la notion même de séparation par consentement mutuel est une aberration qui part du postulat qu'employeur et employé sont à égalité de poids dans la discussion... La négation même de la lutte de classes !

L'accord créé aussi, uniquement pour les cadres et ingénieurs certes, un

« contrat à durée déterminée à objet défini ». Il est d'une durée « incertaine » (sic) mais comprise entre 18 et 36 mois. Nul doute que pour cette catégorie de salariés, il risque, dans certains secteurs, de ne plus rester beaucoup de CDI…

L'accord prévoit aussi, dans son article 4, une période d'essai allongée, même si on reste loin de ce que prévoyaient le CPE et le CNE (deux ans). 1 À 2 mois pour les ouvriers et employés, 2 à 3 pour les techniciens, 3 à 4 pour les cadres mais le tout pouvant être doublé selon les accords de branches, soit 8 mois pour les cadres par exemple.

Les articles 2 et 3 sur « l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle et l'orientation professionnelle » est un début de traduction de la notion de « formation tout au long de la vie » et met l'orientation professionnelle dans les établissements scolaires et universitaires, plus encore qu'aujourd'hui, dans la logique de l'adaptation aux besoins du marché.

Bref, côté flexibilité, on voit assez bien les avancées pour les patrons, même s'il n'y a pas de révolution proprement dite.

Concernant la pseudosécurité pour les salariés, les choses sont par contre moins nettes ! On trouve essentiellement la notion de « portabilité » ou de transférabilité de certains droits. Ainsi, les salariés licenciés obtiennent le maintien de la totalité de leur droit individuel à formation (DIF) ainsi que la complémentaire santé pour un tiers de la période ouvrant droit au chômage.

Au final, relativement peu de choses qui ne concernent, en plus, que peu de salariés (toutes les entreprises, loin s'en faut, ne disposent pas d'une complémentaire).

La signature la plus choquante parmi les 4 est incontestablement celle de FO. Elle a, il faut le dire, surpris tout le monde à commencer par les syndiqués FO ! Sur la forme tout d'abord, il est assez incompréhensible que le bureau confédéral (13 membres dont le secrétaire général) se soit précipité pour annoncer, dès le lundi 14 janvier, que FO signerait alors même que la commission exécutive se réunissait le mercredi 16 et le comité confédéral national (qui réunit toutes les unions départementales et les fédérations de métiers deux fois l'an) à la mi-février. Une sorte de politique du fait accompli qui mise implicitement sur le fait que les militants ne veulent pas officiellement désavouer le bureau confédéral au risque de mettre le « bordel » dans l'organisation, qui plus est à quelques jours des manifestations et grève de la fonction publique du 24 janvier, auxquelles FO a appelé aussi, fort justement d'ailleurs, les salariés du privé. Il n'en reste pas moins que la tension est grande dans la maison et que cela laissera des traces.

Quant au fond, cette signature de FO tourne incontestablement le dos à plusieurs mandats du congrès confédéral de juin 2007, comme l'atteste par exemple cet extrait de résolution : « Le Congrès s'oppose au concept de *séparabilité* prôné par le Medef et à la volonté de ce dernier de *sécuriser* à son seul profit les ruptures des contrats de travail en interdisant les contestations juridiques ». Là encore cela laissera des traces…

Au-delà de cette question, la problématique pour les salariés reste toujours la même : pour maîtriser leurs luttes, il faut s'organiser à la base, définir les mandats et imposer aux appareils leur respect. Plus facile à dire qu'à faire assurément, mais il n'y a pas d'autre issue.

Les militants anarchistes ont toute leur place dans ce combat de tous les jours.

Ce qu'il faut se dire c'est que l'affrontement de classes est inéluctable. Autant le préparer dans les meilleures conditions possibles, à commencer par les grèves du 24 janvier. F.

Donne-moi ta montre et je te donnerai l'heure

« Ceux qui ne croient pas doivent être protégés de toute forme d'intolérance et de prosélytisme. Mais un homme qui croit, c'est un homme qui espère. Et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent. »

Sarkozy chez le pape

La vulgate libertaire s'embarrasse parfois dans ses principes et des distorsions idéologiques sont quelquefois de mise. Le problème du vote par exemple. Pour intangibles et justes que soient nos positions traditionnellement anti-électoralistes, il doit bien y avoir quelque part quelques anars incontrôlés pour aller voter. Pour un vote de rejet par exemple, pour un projet sympa dans un village, pour un bonhomme plutôt pas mal ou pour des bacs à géraniums devant la mairie. Peu importe.

Pour ce qui est du référendum le problème est sensiblement différent. Il ne s'agit plus de déléguer un pouvoir, de mettre quelqu'un en place mais de répondre à une « simple » question. Si la question est sans intérêt (le quinquennat par exemple) le problème peu être assez vite tranché : on s'en fout comme de TF1. Pour ce qui est de la question européenne qui préoccupe l'actualité, force est de constater que le texte a tout de même son importance et que le rejet exprimé en 2005 n'est toujours pas digéré. Ce qui a été mis à la porte est en train de rentrer par la fenêtre. Le résultat accablant de 2005 quand la Constitution européenne avait été rejetée en bloc, quelle que soit l'opinion que l'on puisse en avoir, témoigne bien du mépris du pouvoir pour tout ce qu'il n'a décidé, mis en règles et promulgué lui-même. Rien de bien surprenant.

La malice déployée par l'État cette fois-ci ne consiste pas à reconsidérer le problème comme précédemment mais à faire en sorte que le traité soit promulgué à tout prix quelle que soit la méthode employée. D'où l'idée de rassembler le Congrès à Versailles et, par la même occasion, montrer comment nos socialisses s'empêtrent dans leurs querelles. Faut-il y aller, faut-il boycotter, faut-il continuer de réclamer un référendum, un pas en avant, un pas en arrière, un coup à droite, et un coup à gauche. Et les municipales là-dedans ? Ça a voté non chez toi ? Et chez toi keskizon fait les cochons ? Et si je me représente alors ksaha voté oui et que je défends le non tu crois pas que… Hé ho les faisans vous commencez sérieusement à nous courir !

Et oui le résultat de 2005 a bel et bien été confisqué. Il était sans doute insupportable et intolérable de ne pas aller dans le sens des intérêts et les prérogatives des États mais aussi des Églises, car si l'agité nous explique que les religions apportent un plus dans le fonctionnement de l'État, c'est bien qu'il cherche à favoriser l'entrée en puissance d'une certaine vision du monde : celle des croyants.

Ça commence sérieusement à sentir le fagot.

Jipé

Police nationale

Une proximité douteuse

Lors de son arrivée au ministère de l'Intérieur, en mai 2002, Nicolas Sarkozy avait dit pis que pendre sur la prétendue police de proximité, censée régler les bonnes relations entre les argousins et les populations de banlieue. Le petit Bonaparte en devenir allait même jusqu'à humilier publiquement le directeur de la sécurité publique de Haute-Garonne, en lui faisant la leçon, lui expliquant brutalement que les policiers n'étaient pas là pour organiser des matches de football mais plus certainement pour réprimer et constater des délits. C'était en 2003.

Cinq ans plus tard, les performances policières se sont peut-être améliorées en matière d'arrogance et de brutalité mais la coupure avec la population est de plus en plus visible particulièrement dans les rapports avec les jeunes des cités de banlieues considérés comme des ennemis publiques. Sans rien vouloir modifier de cette approche, l'actuel pouvoir désire modifier son image. D'autant plus que la police, qui s'estime en état de guerre, n'a pas réussi dans son entreprise consistant à « pacifier » les banlieues.

Il était donc nécessaire de changer de stratégie. C'est ainsi que, le 14 janvier 2008, la ministre de l'Intérieur Alliot-Marie a annoncé la constitution, à partir des prochaines semaines, d'un certain nombre « d'unités territoriales de quartier ». Ces groupes étant constitués de dix policiers, sur la base du volontariat (ce qui rappelle fâcheusement les Bac recrutés sur le même mode). Bien sûr, la ministre refuse de laisser dire qu'elle change son fusil d'épaule, mais il est évident qu'après la révolte des banlieues de novembre 2005, et les échauffourées de Villiers-le-Bel, les 25 et 26 novembre 2007, la ministre de l'Intérieur avait besoin d'un effet d'annonce pour marquer son territoire. Toujours est-il que même si l'on change l'appellation, la volonté de surveiller de près les jeunes des banlieues reste la même. Particulièrement dans ce fameux «93», à Clichy-sous-Bois, Montfermeil, La Courneuve et Saint-Denis, que la police décrit comme autant de zones de « non-droit ».

Reprenons rapidement l'historique de cette mythique « police de proximité ». Le 1er février 1999, lors des Assises de la formation et de la recherche dans la police nationale, le premier ministre socialiste, Lionel Jospin, déclare : « Nos concitoyens souhaitent, dans leurs quartiers, une police plus présente, et, plus lisible pour réprimer les actes délictueux, et aussi pour les entendre et les rassurer. » Quelle différence avec le propos de Michèle Alliot-Marie, en date du 14 janvier 2008, qui souhaite « rapprocher la police de la population » pour « rétablir la confiance », tout en assurant « une présence visible et dissuasive sur le terrain. »

Rien n'a vraiment changé depuis 1999, et la police de proximité de la gauche au pouvoir était tout aussi répressive que celle de Charles Pasqua, précédemment, ou celle de 2008. Contrairement à ce qu'affirmait Nicolas Sarkozy, en 2003, la police de la gauche n'était pas vraiment conviviale. D'ailleurs Chevènement lui-même s'appliquait constamment à nous rappeler qu'il y avait en France une tradition latine de « Police d'ordre »

Très ému, pourtant, Jean-Pierre Chevènement, initiateur de la police de proximité, sous l'aile de Lionel Jospin, n'a pas tardé à féliciter la ministre de l'Intérieur pour sa décision. De même, le PS tenait à souligner qu'il était à l'origine du concept de police de proximité, tout en regrettant les cinq années perdues. Il y a d'ailleurs unanimité, à gauche puisque le maire communiste de La Courneuve, « cité sensible », s'est laissé aller à dire : « La population est en demande de police ! » Une police mais pour quoi faire ? Tous ceux-là ne paraissent nullement se soucier du fait que, dans le même temps, la ministre Alliot-Marie annonçait la formation d'une « compagnie de sécurisation », toujours dans le « 93 », unité forte d'une centaine de policiers. Cela afin de « renforcer les liens de confiance entre la population et la police, et entre l'État et la population. » Quel jargon ! Nous savons, d'expérience ce que peut représenter ce prétendu rapprochement entre la police et ceux qu'elle a pour mission de surveiller activement. »

De leur côté, pas fous les porte-parole de certains syndicats de policiers, comme l'Unsa-Police, se disent en accord avec cette évolution, alors qu'en 2003, tous avaient applaudi à la dissolution de la police de proximité. Réalistes, ces braves défenseurs de l'ordre public expliquent que cette fausse innovation ne pourra réussir que si les policiers étaient motivés par une augmentation de salaire de 800 euros par mois, et que l'on embauche encore plus de fonctionnaires de police. »

Il n'en reste pas moins que le véritable problème réside surtout dans la trop grande proximité que nous impose la police »

Maurice Rajsfus

Brèves de combat

Extension de la rétention

La préfecture de Seine-Saint-Denis annonce la réquisition de 1 600 m² de locaux appartenant à Aéroports de Paris, afin de procéder à une extension de la zone d'attente. « C'est une grande zone de vie et de repos où l'on a installé 200 lits .» Une nouvelle zone de vie qui parque, au mépris des lois internationales des bébés, des enfants et des adultes considérés comme de « mauvais immigrés » par le ministère de l'Identité nazionale.

Militants d'Act Up arrêtés

Ils avaient brièvement interrompu le discours de Sarkozy pour protester contre l'UMP qui a accordé l'investiture pour les municipales à Christian Vanneste, condamné pour propos homophobes. Ils ont été expulsés du conseil national de l'UMP et mis en GAV toute la journée et une partie de la soirée, jusqu'à ce que 25 militants fassent un tel baroufle devant le commissariat du 15e et qu'ils soient libérés. C'est donc devenu crime de lèse majesté, d'interrompre le « petit soleil de la France des vieux »? Sarkozy a ironisé: «Vous rendez-vous compte? Ils n'en ont trouvé que deux. Dans un pays de 62 millions d'habitants, pas plus que ça... ». Qu'il se méfie: on risque de se multiplier rapidement!

Scientologie partout !

Après la Suède, le Portugal, la Slovénie, la Croatie ou la Hongrie, la justice espagnole vient à son tour d'inscrire la scientologie au registre légal des religions. Considérée selon les pays comme un mouvement sectaire (en Belgique), une entreprise purement commerciale (en Suisse), ou une association loi 1901 (en France), la scientologie est donc désormais en Espagne une religion comme les autres. Mais, même dans les pays les plus réticents face aux activités et aux méthodes des scientologues, au premier rang desquels la France (qui compte environ 2 500 adeptes) et l'Allemagne, le statut de l'Eglise de Ron Hubbard semble en voie de normalisation. C'est Sarkozy qui va être content pour son copain Tom Cruise!

Justice pour Adrien

A la suite d'une action des étudiants anti-grévistes à la Sorbonne, un gréviste est blessé à la main et porte plainte à la police. Mal lui en prend, car il retrouve placé en garde à vue et accusé de coups et blessures, il passera en procès le 29 janvier 2008. Il risque jusqu'à 5 ans de prison ferme et 75 000 euros d'amende. Le comité justice pour Adrien lance donc un appel à témoins à tous les grévistes présents le jour des faits, pour rendre compte de la violence préméditée des assaillants et appellent à se rendre le jur du procès à 9 heures au tribunal de grande instance de Paris (Métro Cité). Justice.pour.adrien@hotmail.fr

Étrangers: Pacs mou

La circulaire du 28 septembre 2007 relative au PCAS a fait l'objet d'un référé suspension devant le conseil d'Etat. Le juge des référés ordonne au ministre des Affaires étrangères et européennes de suspendre les paragraphes 6 et 7 de la circulaire. En conséquence, les ambassadeurs et chefs de poste consulaire doivent accepter le dépôt de tout dossier de demande d'enregistrement d'un Pacs entre Français comme entre Français et étrangers. Dans l'attente de précisions du département, il convient d'instruire ces dossiers — sans prendre de décision d'enregistrement ou de décision de refus — y compris dans les États dont le droit local ne pénalise pas l'union libre ou homosexuelle. En clair, les futurs pacsés ne sont pas prêts d'avoir des papiers...

Prison à vie

Voir notre article en page 8.

Sida non soigné

La France, pays de plus en plus solidiaire... diminue en 2008 de 20 millions d'euros sa contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose, comme le confirme la loi de finances 2008 publiée au *Journal officiel* le 27 décembre dernier. À travers le Fonds mondial, la France finançait en 2007 le traitement de 140 000 malades du sida. Cette baisse de 7 % de sa contribution revient donc logiquement à supprimer le traitement de 10 000 personnes.

Feu vert pour Eloi

Le gouvernement français vient de créer un fichier informatisé des étrangers en situation irrégulière « faisant l'objet d'une mesure d'éloignement », six mois après que le Conseil d'Etat eût annulé un fichier similaire pour des raisons de forme. Baptisé Eloi, comme « éloignement », le fichier permettra d'enregistrer une multitude de données sur un étranger expulsable: état-civil, identité des parents et des enfants, langues parlées, état de la procédure le concernant ou « nécessité d'une surveillance particulière au regard de l'ordre public ». Ca ne s'arrange pas au pays de Voltaire!

Secret médical menacé

L'Assemblée Nationale s'apprête à examiner, le projet de loi de Rachida Dati relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental. Act Up-Paris dénonce cette mesure de rétention intervenant après qu'une peine de prison a été purgée, sans qu'aucune infraction n'ait été commise, et sur la simple base d'une expertise psychiatrique cherchant à évaluer « la dangerosité d'un individu ». Le projet devait à la base ne concerner que les pédophiles et s'étend aujourd'hui à tous les condamnés à plus de 15 ans de prison.

Malvenue au Pape

Des groupes d'enseignants et d'étudiants anticléricaux se sont mobilisés contre la visite du pape à l'Université de Rome, « une visite incongrue dans une université laïque ».

Franchises

Quatre malades du sida ont entamé une grève des soins. Bruno-Pascal Chevalier a lancé le mouvement pour protester contre le principe de la franchise médicale qui prévoit l'acquittement d'importants droits reste à charge pour les personnes souffrant d'une affection de longue durée (ALD).

La police cogne

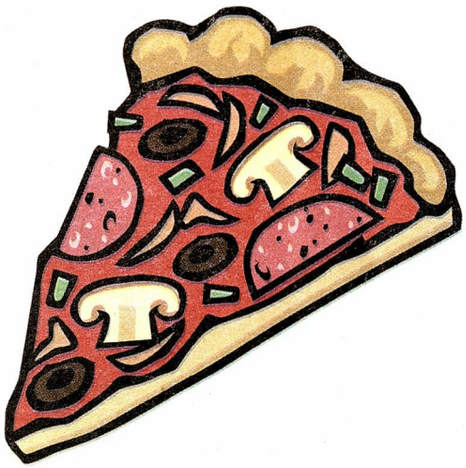
Le 3 avril 2007, deux jeunes sont agressés par la police à Mont-Saint-Aignan (76) avec chiens, coups de pieds dans la figure, jeunes plaqués à terre. La scène est filmée par un étudiant et diffusée sur les médias. Durant plusieurs jours, les manifestations se sont succédé dans le centre-ville de Rouen pour dénoncer ces actes de barbarie policière: il s'en était suivi des affrontements avec les forces de l'ordre, permanence de l'UMP saccagée,

L'enquête préliminaire déclenchée par le procureur de la République vient de rendre son rapport: aucune faute n'est imputable aux fonctionnaires qui sont intervenus ce soir-là sur place. Ouf! Les cognes ont encore droit à l'expression, dans ce pays!

Fahrenheit 526

Dans un tract intitulé « mobilisation sociale régimes spéciaux » diffusé le 11 décembre dernier, alors que 10 jours de grève reconduite en AG avaient été sacrifiés sur l'autel de la collaboration de classe (entendez la négociation sans condition, entreprise par entreprise), la CGT Cheminots conclut: « depuis le 18 octobre dernier, 526 cheminot(e)s ont fait le choix d'adhérer à la CGT pour renforcer le syndicalisme d'actions, de propositions, de négociations. Nous invitons à un large débat sur cette question essentielle pour le rapport de forces et appelons à adhérer à la CGT. » 526 adhésions! (sur 150 000 cheminots). Voilà le prix officiel que l'état-major de la CGT n'hésite pas à afficher pour avoir vendu la mobilisation sociale aux pompiers pyromanes du totalitarisme libéral! Dans l'Amérique maccarthiste, Ray Bradbury écrivait « Fahrenheit 451: température à laquelle le papier s'enflamme et se consume ». Dans la France sarkoziste, la CGT invente la température de vitrification du mouvement social: Fahrenheit 526!

Le billet du Peinard



Et une pizza Malatesta une et qu'ça saute nom de Dieu et une caserio en prime !

VLÀ TI PAS que j'ai fini par mette les bouts du jornal Libertoche. On s'était mis en grève yà quèques mois pour obtenir des augmentations et pis à la fin des fins, pas une miette. Alors pas une pas deux, j'ai donné mon congé à la rédaction. Comme on n'a pas de contrat (statut travailleur indépendant), j'ai envoyé un mail avec un titre sans appel : ni fleur ni couronne. J'comprends pas i m'ont point répondu ! Bon est pas tout ça mais faut continuer à faire chauffer la gamelle pasque les moutards ça graille sévère. Alors je me suis mis en tête de démucher un aute boulot, je travaille par ailleurs mais bon l'époque nous pousse à chanter dans des registres très variés. En regardant sur le site des ceusses qu'ont pas zu la chance de naître avec une cuillière en argent dans la bouche j'trouvé un taf qui au premier abord me paraissait peinard : livreur de pizza à quelques encablures de chez moi. J'm' présente au taulier. I m'fait faire le tour du propriétaire et tout le bastringue. I m'conte alors sa manière de voir et c'est là que j'ai rioché dans ma 'tite caboche. « Moi je te tutoie mais toi tu me vouvoies ». C'était malbar' pour mon matricule ! Enfin i porsieut sa litanie patronale : « Tu prends les commandes, tu coupes le bois, tu fais la plonge, tu rentres les mobylettes… » Turluttu chapeau pointu ! Les deux autres livreurs ça ne les détourbait point en tout ste manière de voir. Et pis niveau discutaille, pas grand-chose à tirer d'eux. D'la partition pour le Medef, d'la carte perforée pour orgue à Neuilly. D'un coup d'un seul ça m'faisait tout drôle dans ma tête. Par contre le coupage de bois, impeccable, pas de pression, seul dans un appenti. A la fin de l'essai il me rétorque qu'il me donnera réponse cette semaine. Sur le chemin du retour, je me contais en moi-même que ce job de jobard n'était pas pour moi. De lundi jusqu'à vendredi j'ai prié Mam'zelle La Sociale pour que la réponse soit négative. Et les camaros, le zigue (qu'est pas d'attaque) m'explique en me vouvoyant : « Ce n'est pas positif on a trouvé un gâs qu'a déjà travaillé dans le métier ». Je poussais un ouf de soulagement. Pourtant j'avais pas mal d'idées pour agrémenter sa carte des pizzas. Voici un exemple de conversation que j'avais élaborée « Bonjour c'est à livrer ou à emporter ? » Le client hésitant, je lui propose prestamment une pizza de mon crû : « J'vous conseille la Malatesta avec son incroyable sauce dite de la bande de Benevento. En plus pour le prix d'une nous vous rajoutons une Geronimo Caserio, vous m'en direz des nouvelles à la sauce Sadi Carnot ! » Faut croire que ch'uis point fait pour avoir un singe dans les gambettes toute la journée. Remarquez qui est fait pour cela, on s'le demande. Faut dire itou que voici 18 ans j'avais eu une expérience à Carrouf. Avec l'taulier on avait eu des mot. Soi disant que j'me foutais d'sa fiole ! Ben voyons. A la fin des fins je préfère chantuser dans la tonalité solo pasque à force de busoquer pour un patron on finit par choper des conneries dans le ciboulot, poil au dos !

Ben l'Peinard
du groupe FA des P'tits Agités d'Caen.

Quand l'autruche éternue…

Moyen Âge, le retour

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, QU'ENTENDS-JE ? Sarkozy encore, toujours lui, qui à Riyad salua le roi Abdallah ainsi : **« cheval fougueux est heureux de voir son grand ami si sage. »** Ce à quoi l'autre dut répondre Hugh ! Misérable petit homme à la langue fourchue ! Sa langue, Sarko en usa à l'usage des sourds et des mal-comprenants n'ayant pas encore saisi sa vision de la « laïcité » : **« Dieu n'asservit pas l'homme, mais le libère »**, osa le chanoine fou. Puis, d'un ton de mollah : **« Dieu transcendant est dans la pensée et dans le cœur de chaque homme. »** Ce mec se gargarise de mots tels Renaissance, Civilisation, mais nous renvoie au Moyen Âge. Son copain Hortefeux, pareil, qui sur KTO, chaîne câblée catho, continua la croisade : **« J'attends l'implication de l'Eglise de France sur tous les sujets de société. »** Et, plus loin : **« Je souhaite qu'elle soit présente dans les quartiers, dans les prisons, parce qu'elle a une mission à remplir. »** Police supplétive ?

Mais on aurait tort de s'inquiéter, dormez braves gens, le PS veille. Et combat sans relâche l'hydre sarkozyste, un exemple ? Concernant le traité de Lisbonne : **« Ce n'est pas la peine de s'obstiner à demander un referendum que le président a dit qu'il ne ferait pas »**, lâcha Ayrault le pathétique. Un de plus qui, en 40, aurait prêté serment au maréchal sans sourciller. Pendant ce temps, Emmanuelli rit : **« Ce que je vais proposer c'est que, après le prochain congrès socialiste, le futur ou la future secrétaire s'achète une boussole. »** Ah ah, ah ! Bel humour, Henri !

Ailleurs, sur une autre planète, Christine Boutin sucre les fraises : **« La maison à 15 euros sera une maison d'avenir, puisqu'il y aura Internet. »** Voilà une occasion de perdue de refourguer les milliers de vieux Minitel, c'est bête… La même, plus loin, nous rassure : **« La détermination du président à nous préparer au XXIe siècle, elle est toujours là. »** Bientôt l'an 2000, gare au bug ! Cela dit la Boutin n'est pas la seule à s'embourber dans le calendrier. Ainsi Claude Ménara, gros agriculteur et pionnier dans la culture du maïs OGM, indigné par le moratoire : **« On veut nous faire travailler comme Jacquou le croquant. On est plus au Moyen Âge. »** Les OGM ou la bougie…

Finkielkraut, pour sa part, n'en finit plus de glisser à droite : **« Je vois un grand danger dans le refus français d'être et le refus d'être Français. »** Des propos que n'aurait pas renié Gollnish. Mais la palme du nationalisme ordinaire revient, une fois de plus, à Brice Hortefeux-à-volonté : **« La France a le droit de choisir qui elle veut. »** Pas très chrétien comme attitude…

Frédo Ladrisse

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

Les nouvelles Bastille

Votée de nuit, au pas de charge et devant un hémicycle désert, la nouvelle loi dite de « rétention de sûreté » représente une atteinte fondamentale aux droits les plus élémentaires. Ce nouveau grand bond en arrière préfigure le retour de l'enfermement arbitraire, de l'embastillement sans jugement.

Sceau de lettre de cachet

C'EST UN DE CES PROJETS DE LOI dont Sarkozy a le secret: démagogue en diable, le voilà qui s'emballe à la suite d'un fait divers, promet tout et n'importe quoi, à charge pour le ministre concerné de traduire, dans les textes, la présidentielle pulsion. Tel fut le cas cet été. Suite au viol et au meurtre d'un enfant, Sarko annonce une nouvelle loi, et la Garde des sceaux est priée de se mettre au travail. Quelques mois plus tard, le texte qu'elle soumet à l'Assemblée prévoit que les détenus condamnés à au moins quinze ans de prison pour viol, meurtre ou assassinat sur mineur, ne seront plus automatiquement remis en liberté après avoir purgé leur peine. Ils pourront être placés, sans condition de durée, dans des centres fermés. Si cette première version visait expressément les pédophiles, une série d'amendements est venue durcir le texte, qui finalement concernera tous les détenus condamnés au-delà de quinze ans, pour meurtre, assassinat, torture, acte de barbarie ou viol sur mineur. Avant même qu'elle n'entre en vigueur, le champ de la nouvelle loi s'élargit…

Du côté des politiques, des magistrats, des avocats, la réaction est vive. Pour les uns cette peine sans jugement ni limite dans le temps, par ailleurs fondée sur la seule dangerosité supposée d'un individu, s'apparente aux lettres de cachet, de sinistre mémoire (durant la monarchie absolue, elles permettaient l'incarcération sans procès.) Pour d'autres, elle signifie ni plus ni moins un changement de philosophie de la justice, qui préfigurerait l'édification d'un état de type totalitaire. Mais de ces effets de manche, Sarkozy et Dati n'ont cure. Jouant sur le registre émotionnel/compassionnel (envers les victimes s'entend, envers les « proies » des « barbares », des « prédateurs », des « monstres »), ils savent leur loi populaire. Ils connaissent également la valeur d'un texte qui, parce que transgressif, crée un préalable de choix, une manière de coin enfoncé dans le bois des droits les plus fondamentaux. Autre exemple de coin? Qui se souvient qu'à l'origine, les prélèvements d'ADN ne devaient concerner que les individus coupables justement de crimes sexuels sur enfant? Jospin d'abord, puis Sarkozy, ont, en quelques années, tellement bien élargi le champ d'application de cette mesure qu'aujourd'hui les faucheurs de maïs OGM sont contraints d'accepter ces prélèvements, que la recherche de l'ADN peut aussi bien servir à retrouver le voleur du scooter de Sarkozy junior! Dès lors, la défense maladroite de Rachida Dati, selon laquelle « une quinzaine de personnes, tout au plus », devrait être concernée par sa loi, ne suffit pas à nous rassurer. Une fois franchies les limites, la volonté de punir, d'enfermer, sera sans fin.

Mais que les choses soient claires: aux anarchistes, toute privation de liberté ne peut apparaître qu'abjecte. Ce n'est pas de la durée de cet embastillement dont nous voulons parler ici, encore moins discuter de son caractère « légal » ou pas. La chose est entendue, centres fermés pour adolescents, centres fermés pour pédophiles, centrales, maisons d'arrêt, cages grillagées des commissariats de quartier, sont autant de Bastilles à détruire. En attendant de les voir tomber, on doit se poser la question de la vraie motivation de ce virage vers un « droit sans droits », prémisse de la « démocrature », nouveau modèle de dictature sous régime démocratique, puisqu'il semble établi que l'une ne saurait durablement nous protéger de l'autre.

Un dernier point, mais d'importance, cependant étrangement passé sous silence par les défenseurs patentés des droits de l'homme et du prisonnier: qui ne voit que cette volonté de continuer d'enfermer, à l'issue de quinze longues années, signe l'échec radical du concept judéo-chrétien de « rédemption par la peine », lequel constitue pourtant une des bases de toute politique carcérale? Si, au bout de quinze ans de prison, on admet que l'individu peut demeurer dangereux, voir l'est devenu davantage, alors toute idée de rédemption s'écroule, et s'impose la conclusion selon laquelle la prison, censée le rendre « meilleur », n'aura servi à rien. C'est l'aveu implicite contenu dans cette loi: la prison ne sert à rien.

A rien, si ce n'est à perpétuer la guerre contre les pauvres, la guerre que mène le capitalisme contre le genre humain, selon l'heureuse formule du sous-commandant Marcos. Avec la « rétention de sûreté », cette guerre vient de franchir une nouvelle étape. Daniel Zagury, expert psychiatre auprès des tribunaux, pense qu'elle annonce la victoire de la « propagande du risque zéro. » Il ajoute aussitôt: « Le risque zéro, ça n'existe pas. Ou alors il faut enfermer 40 % de la population. » Combien de nouvelles Bastilles?

Boniface Bildeberg

Israël-Palestine dans le Bush

Quand les tueurs avancent cachés derrière... un rameau d'olivier

Est-il possible d'être simultanément un grand massacreur et un sacré farceur? Sans ambages la réponse est oui. En voulez-vous une preuve illustrée? Alors la récente tournée de Bush au Proche-Orient nous en fournit un exemple aussi édifiant que consternant, plus particulièrement lorsqu'il a fait une halte chez ses affidés israéliens. Le Texan a profité de cette occasion pour faire la déclaration suivante « L'objectif est de parvenir à ce que deux États démocratiques, Israël et la Palestine, coexistent en paix et que la sécurité de l'État d'Israël mais aussi la viabilité de l'État Palestinien soient assurées. » Puis, jugeant que sa coulée de diarrhée n'était pas suffisante, il a lâché cet épastrouillant jet de fiente « Je crois que cela va arriver et qu'un traité sera signé avant que je ne quitte mon poste. » Aussitôt, Olmert, un keffieh à la main, s'est précipité pour essuyer le fondement du répugnant personnage.

Bush est installé depuis sept longues années à la tête de l'Empire, or, durant cette longue période, ni lui ni son Administration n'ont strictement rien fait pour promouvoir cette « paix juste et durable » dont ils ne cessent de nous rebattre les oreilles. Bien pis, les maîtres du monde ont constamment couvert – sinon encouragé – toutes les ignominies commises par l'État hébreu. Et là, l'homme à la gueule de joueur de tripot voudrait nous faire accroire qu'il a trouvé la martingale pour faire sauter la banque et distribuer équitablement la manne à tous ceux qui ne jouent pas? Dommage qu'il ait cessé ses relations avec la dive bouteille depuis ce jour maudit où le Saigneur lui rendit visite entre deux expectorations de peaux de renards, car auquel cas il continuerait à se piquer la ruche dans son ranch mais ne proférerait pas ses insanités sur la scène du monde.

Le mot paix n'a jamais été autant un leurre, en particulier depuis la signature des accords d'Oslo en 1993. Ces accords en trompe-l'œil n'ont jamais été conçus dans la perspective d'un règlement global du différend meurtrier qui oppose Israéliens et Palestiniens depuis 1948, et/ou avec les pays avoisinants, tant les enjeux globaux et particuliers dans cette partie du monde sont étroitement imbriqués. Israël, juge et partie à la fois, a constamment subordonné chaque avancée de l'accord à la capacité du Fatah, puis de l'Autorité palestinienne, à réprimer les « extrémistes » (islamiques ou pas), tout en sabotant les efforts de la partie adverse, par exemple en favorisant la montée en puissance du Hamas et en organisant la création ou l'extension des colonies dans les territoires occupés depuis 1967, au point que celles-ci doublèrent entre 1993 et 1999.

Le sommet de Camp David en juillet 2000 livra son lot de quelques frêles espoirs, en ce sens que les volontés réunies de Tel-Aviv et Washington ne furent pas suffisants pour que l'OLP tire un trait définitif sur le droit des Palestiniens à leur terre, à Jérusalem, ou bien au retour des réfugiés. Vint Sharon, le tankiste au doux minois de Panzer qui, en vrai pyromane, se chargea d'allumer le feu de la seconde Intifada, car à ses yeux, partageant en cela l'opinion d'une fraction importante de la classe politique israélienne, Barak avait été mou du genou (ce qui est une pure ineptie) face à Arafat.

L'armée eût alors encore plus le champ libre pour se livrer aux pires exactions vis-à-vis des populations civiles, avec, pour point d'orgue dans le spectaculaire, les assassinats ciblés (sic) de tel ou tel « terroriste », lesquels en retour généraient des attentats suicides, cette forme de lutte des faibles et/ou désespérés. Le terrible mode opératoire des kamikazes s'essouffle-t-il? Alors, quelques roquettes artisanales tirées depuis le nord de la bande de Gaza sur des localités israéliennes (implantées sur des terres volées aux Bédouins) justifieront de nouveaux et cruels châtiments collectifs.

La bande de Gaza est une prison surpeuplée à ciel ouvert qui crève du manque de tout (électricité, vivres, médicaments, etc.) La Cisjordanie ressemble à une peau de léopard sur laquelle les tâches des colonies grossissent à vue d'œil, au milieu de sortes de bantoustans qui rétrécissent à proportion de l'expansion des premières. Dans ces conditions, être arabe équivaut à vivre dans un enfer qui se répète au quotidien, en particulier lorsqu'il s'agit de se déplacer pour gagner un de ces confettis « gérés » par l'Autorité palestinienne ou bien pour aller travailler en Israël. C'est la certitude de devoir zigzaguer à travers des centaines de barrages ou de check points, obstacles où tout natif endurera la morgue et les brimades infligées par les porteurs d'uniformes du « peuple élu », tant cette soldatesque est imbibée du sentiment de sa supériorité et de la haine de l'Arabe. Tu es Palestinien? Alors regarde les pauvres oliveraies plantées par tes aïeux, car c'est peut-être la dernière fois que tes yeux les verront avant leur destruction. Tant d'épreuves te donnent soif? Dépêche-toi de boire puisque tu sais que 80 % des ressources en eau sont utilisées par les colons et que tout prouve que leur volonté de s'approprier encore davantage cette ressource vitale est loin d'être comblée.

Oui, accablé tu peux l'être, car si l'occupant te plonge avec sadisme dans un monde kafkaïen, tu sais aussi que ni Abbas et sa bureaucratie corrompue, ni le Hamas et son idéologie sectaire ne sont tes frères pas plus que tes amis.

Mais au fait, nous y pensons soudainement, aurions-nous oublié Bush? Que non point!

Avant de s'envoler pour l'Irak, ce pays où selon lui « la situation s'améliore » (grâce aux bons soins qu'il lui prodigue il va sans dire), ses amis aux mains couvertes de sang ont voulu lui offrir une aubade. Quelques délicieuses salves d'obus jouées par les tanks à l'est de Gaza ont suffi pour corriger un peu la démographie galopante de « ces gens-là ». D'accord, vous me direz que 17 Palestiniens assassinés, plus 45 blessés, sont peu de chose en regard du stock disponible dans le réservoir hermétiquement clos, oui je le concède volontiers.

Le patron était inquiet après la fessée infligée au cours de l'été 2006 par le Hezbollah, qui vit l'armée israélienne s'aventurer une nouvelle fois au Liban, aussi fallait-il le rassurer car le bienfaiteur suprême poursuit un grand dessein, d'où cette volonté de démontrer que les joujoux utilisés sont performants, et que les troupes sont toujours aussi « couillues » enfin tout du moins lorsqu'elles se positionnent à une distance savamment calculée des « terroristes »!

Les Syriens sont des vilains et les Iraniens des méchants. Les Américains sont bons et les Israéliens aussi. Certains de leurs amis, les uns assis sur de gros barils de pétrole et les autres qui les leur achètent, adorent qu'on leur serve la tragédie de la guerre à condition de la déguiser en comédie de la paix.

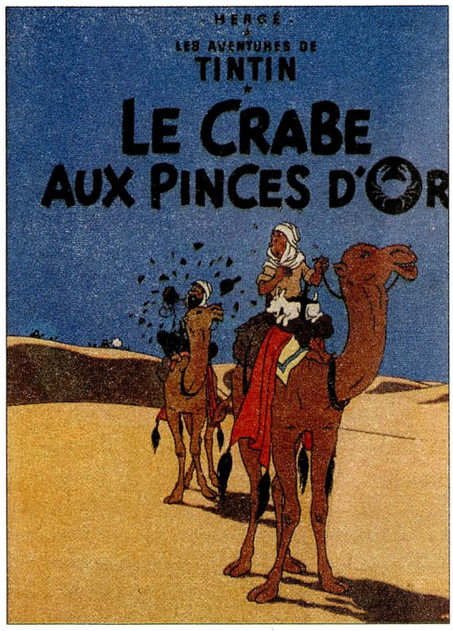
Vous détestez cette pièce et sa façon de jouer avec la vie des autres?

Nous aussi.

Sami Chemin

Tintin au pays de l'or noir

Les tribulations d'un dindon en Orient



Voilà que Sarkozy a délaissé le feuilleton qu'il nous prodigue chaque semaine, pour jouer au VRP. Finies les photos people, les infos pour *Voici*, il faut retourner au taf. Parce que c'est ça être président de la République, c'est jouer au commercial dans les autres pays. Passer des contrats pour les entreprises, et obtenir des deals militaires. Dans la guerre économique qui se livre actuellement, Sarkozy doit faire la promo pour nos multinationales.

Malgré le fait que vous teniez un hebdomadaire sérieux sous vos yeux, je suis obligé de m'attarder deux minutes sur le côté petit père du people de Sarkozy. Celui-ci nous offre en pâture sa vie privée et notamment sa vie amoureuse avec une mannequine sur le retour, et qui plus est chanteuse sans voix, pour assouvir ses problèmes d'ego, pour se venger de son ex (genre « t'as vu ce que j'arrive à me faire, depuis que t'es partie »), mais surtout pour qu'on s'occupe d'autre chose. Et pendant que le nain à Rolex nous amuse avec ses frasques, les salaires, les atteintes au droit du travail, les augmentations du coût de la vie, j'en passe et des meilleurs, sont oubliés. Ajoutez à cela les « révélations » de l'ex et vous êtes occupés pour un moment.

Reste que pendant le spectacle l'exploitation continue

Donc Sarkozy poursuit sa tournée de promotion avant soldes. Et là, pas d'états d'âme. Il nous l'a déjà montré dans ses rapports avec Poutine et Khadafi, ou avec la Chine: seul compte le résultat (obtenir des marchés pour EDF, Areva, Total et autres). Se préoccuper des droits de l'homme ou de pollution devient une occupation de pleurnicheur quand le marché, seul, commande. Sarkozy se montre sans scrupule et d'un cynisme égal à celui d'un Berlusconi lorsqu'il est question d'aider ses amis PDG qui pourront annoncer par la suite des dividendes encore plus forts à leurs actionnaires.

Donc, avant d'aller bientôt en Inde, Sarkozy est allé faire un tour dans les monarchies pétrolières du Golfe, afin « de renouveler les liens d'amitié » (sic). Résultat des courses: Sarkozy annonce: « Mon voyage rapporte une quarantaine de milliards d'euros de contrats potentiels. Et dans les mois qui viennent, il y aura de gros contrats qui vont être signés par les entreprises françaises [...] Plus que vous croyez. » Vu qu'il nous l'a déjà fait pour la Chine et avec Khadafi, Sarkozy fait encore du bluff sur les sommes en jeu, jouant ainsi à l'homme d'affaires qui mouille sa chemise.

Ce voyage présidentiel a donc permis de placer les entreprises françaises, de proposer la construction et l'exploitation de deux réacteurs nucléaires EPR dans les Emirats arabes unis (par le consortium Total-Suez-Areva); Gaz de France et Qatar Petroleum vont travailler de concert; et des contrats de distribution d'eau et de matériels électriques ont également été conclus.

Derrière cela c'est une véritable diplomatie du nucléaire qui est en marche. Après la Lybie, l'Algérie, sans doute le Maroc, et peut-être avant l'Egypte, c'est au tour de L'Émirat d'acquérir une filière complète d'énergie civile nucléaire. Le but avoué est de créer deux centrales EPR pour permettre le dessalement de l'eau de mer, sans avoir à utiliser les réserves pétrolières. En fait il s'agit d'offrir l'arme nucléaire dans cette région à un autre pays que l'Iran. Dans la logique de Sarkozy, en ayant plusieurs pays dans la région à avoir la bombinette, cela évitera un conflit entre l'Orient et l'Occident. La folie nucléaire, orchestrée par l'Occident est donc en train de prendre un sacré coup d'accélérateur. Jusqu'à présent seul l'Iran avec la centrale de Bouchehr (dont le combustible russe vient d'être livré), mais aussi celle de Darkoyen en construction, était capable de l'avoir. Désormais la course à l'atome est enclenchée et un pays comme l'Arabie saoudite va vouloir également sa centrale. D'où les rapports entre ce pays et l'Iran, mais aussi la visite éclair de Bush.

Outre le nucléaire, Sarkozy a monnayé l'implantation d'une base et une présence militaire française et permanente dans les émirats arabes unis. Ce sont 400 à 500 soldats qui vont stationner dans le détroit d'Ormuz, en regard de l'Iran, mais aussi pour protéger ce passage où transite 40 % de la production pétrolière mondiale. Cette présence s'ajoute à la coopération française au Qatar, auquel la France fournit 80 % de l'équipement des forces armées du pays. En 2011, l'école d'officiers de Saint-Cyr ouvrira une antenne dans ce pays.

On le voit, des stratégies géo-politiques se mettent en place, la cherté et le manque de pétrole à venir, entraînent des accords financiers et militaires. Ce sont les grosses entreprises qui en remporteront toujours les bénéfices. L'armée protégera le pétrole pour Total et consorts.

Enfin, on n'attend rien d'un type comme Sarkozy, si ce n'est qu'il s'écroule dans cette pseudohyperactivité qui semble être sa manière de vivre, pourtant, pour attiser notre colère, on ne pourra s'empêcher de noter quelques phrases qu'il a osé dire au cours de son marché.

Sarkozy a été honteusement flatteur vis-à-vis de ces dictateurs en chéchia. Genre: « L'Arabie et son monarque contribuent grandement à la politique de civilisation » (sic) « L'islam ouvert, c'est ce que fait l'Arabie saoudite » et « Qui serait impressionné par les changements qui se sont produits en quelques années dans le respect de l'intégrité et des lieux saints de l'islam? ». Gasp! dans un pays où les femmes n'ont toujours pas le droit de conduire, où elles ne sortent que voilées de la tête aux pieds et flanquées d'un parent, dans un pays où on exécute le plus au monde (par décapitation en place publique), fallait oser.

Enfin, venant d'un pays laïque, Sarkozy en a quand même mis une nouvelle couche sur les bienfaits de la religion, citant treize fois Dieu, dès le début de son discours. A Riyad, s'adressant à des chefs du wahhabisme (un des courants les plus sectaires de l'islam), il les a félicités, déclarant que « ce n'est pas le sentiment religieux qui est dangereux, c'est son utilisation à des fins politiques régressives. » Les caressant ainsi dans le sens du poil. Et c'est sans doute pour cela qu'il n'a pas emmené Carla (on y revient) avec lui, n'étant pas encore marié et vivant dans le pêché, ça aurait fait sale dans le paysage.

Bon, allez, foutez-moi tout ça dehors.

Jean-Pierre Levaray

Chiapas, histoire d'une lutte

La mort au service du profit

Mexique, janvier 1994, après douze jours de combats entre l'EZLN et l'armée fédérale, le cessez-le-feu est proclamé de façon unilatérale par le président Carlos Salinas de Gortari. Les négociations s'ouvrent rapidement sous la pression populaire. Devant le manque de volonté du pouvoir, elles sont souvent interrompues par les zapatistes. Malgré la signature des accords de San Andrés, le 16 février 1996, la répression suivra son cours. Un an après, alors que la paix règne officiellement aux Chiapas, un terrible événement va rappeler la réalité du conflit au Mexique et au monde entier.

Erwan Bernier

Le 22 décembre 1997, soixante paramilitaires de l'organisation Paz y Justicia, affiliée au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), ont assassiné, en Acteal, quarante-cinq « indigènes » dont beaucoup s'étaient refugiés là suite aux agressions dont ils avaient été victimes. Plusieurs éléments tendaient à démontrer la complicité des autorités dans cette tuerie. La police aurait reçu ordre non seulement de protéger ces groupes armés, mais aussi de leur fournir des armes. De plus, les militaires présents à seulement deux cents mètres de là ne sont pas intervenus.

Dix ans plus tard qu'en est-il de l'affaire? Nombre d'« indigènes » impliqués dans ce massacre se trouvent toujours en prison, de même que certains policiers. Toutefois, regrette le Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de Las Casas (CDHFBC), cette tuerie fut un acte délibéré de la part des politiciens et les responsables qui ont pensé cet attentat, haut placés dans la hiérarchie, n'ont pas été poursuivis[1]. La situation n'a pas vraiment changé. La dizaine de milliers de personnes déplacées témoignent encore de la violence de ce conflit. La répression continue de s'abattre sur les zapatistes sous la forme d'une guerre de basse intensité.

Militarisation...

De 2000 à 2002, Vicente Fox a bien fait mine d'aller dans le sens des zapatistes en libérant la plupart des prisonniers politiques, répondant ainsi à une des principales revendications de l'époque. De mai 2005 à juillet 2007, sept campements militaires ont été supprimés, faisant penser à une démilitarisation. Mais si les bases ont disparu, les effectifs, eux, sont restés et ont été transférés pour venir grossir d'autres campements. Il en reste encore soixante-dix-neuf dont tous ne sont pas recensés officiellement, ce qui fait du Chiapas l'Etat le plus militarisé du Mexique. Cinquante-six de ces camps se trouvent en zone « indigène »[2], et nombre d'entre eux se trouvent à proximité des caracoles et des communes zapatistes.[3]

Comment expliquer une telle présence militaire alors qu'un cessez-le-feu existe entre les deux parties? Si l'on écoute le gouvernement, il s'agit de lutter contre le narcotrafic et contre le trafic d'indocumentados, comme on désigne ici les personnes candidates à l'immigration. L'Etat du Chiapas formant (essentiellement) la frontière du Mexique avec le Guatemala, il serait de facto une région stratégique pour ce genre d'activité. D'autre part, la loi mexicaine, précise que l'armée doit « aider la population civile en cas de nécessité », de même que « réaliser des actions civiques et des œuvres sociales qui favorisent le progrès du pays »[4]. La protection de l'environnement figure aussi au rang des raisons d'une telle militarisation. La mission de l'armée serait donc de préserver la nature des atteintes « indigènes », ce qui permet de justifier certains déplacements.

C'est ce qui s'est passé dans le hameau de San Manuel et du village de Buen Samaritano situés dans la réserve écologique de Montes Azules. Le 18 août dernier, six hélicoptères ont surgi pour procéder à l'expulsion des habitants sous le prétexte que ceux-ci ravageaient les montagnes. Cette action s'est faite en totale violation de l'article 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), pourtant ratifiée par le Mexique, qui précise que « lorsque le déplacement et la réinstallation desdits peuples [les « indigènes »] sont jugés nécessaires [...] ils ne doivent avoir lieu qu'avec leur consentement » et « ne doivent avoir lieu qu'à l'issue des procédures appropriées établies par la législation internationale »[5]. La brutalité de l'intervention, le vol des effets personnels et l'incendie des maisons ne laissent aucun doute sur l'intention des autorités.

Ce type d'interventions risque de se développer dans le cadre du Plan Puebla-Panama (plan initié sous l'ancien président Fox, visant

à développer le sud du Mexique et l'Amérique centrale par l'intermédiaire de grands projets), le gouvernement mexicain souhaite développer plusieurs projets « d'écotourisme » qui servent avant tout à chasser les zapatistes de leurs terres au nom de la préservation de l'environnement.

... et paramilitarisation

La paramilitarisation du conflit s'explique en partie par les critiques qui ont pu être adressées à l'armée. Pourtant celle-ci joue un rôle important dans ce phénomène. Plusieurs témoignages d'anciens paramilitaires prouvent que ceux-ci reçoivent entraînements et munitions de la part des militaires.

Le 13 novembre 2006, la communauté zapatiste de Viejo Velasco fut attaquée par des membres d'une communauté voisine dont certains portaient des uniformes de policiers de la Sécurité publique[6]. On recense plusieurs groupes paramilitaires: Los Chinchulines, Mascara Roja, le Mouvement indigène révolutionnaire anti-zapatiste (Mira), l'Union régionale des paysans indigènes (Urci) ou encore l'Organisation pour la défense des droits indigènes et paysans (OPDDIC). Cette dernière est une des plus connues. Elle a été fondée en 1998 par l'ex-député priiste Pedro Chulín. Cette organisation plus qu'officielle prétend défendre les droits des paysans et nie toutes les accusations d'organisation armée dont elle est l'objet. Elle est allée jusqu'à affirmer dans un de ses communiqués que la lutte zapatiste ne servait qu'à « réprimer, harceler, emprisonner, envahir et à ébranler la paix sociale » [7].

Pourtant son nom apparaît dans de nombreuses affaires concernant les zapatistes. Dans le caracol de Morelia, des membres de cette organisation ont séquestré deux sympathisants zapatistes avant de les libérer sous la pression d'organisations civiles. Quelques jours avant l'inauguration du marché zapatiste de San Andrés de Los Pobres, les autorités de cette commune appartenant au caracol d'Oventik ont reçu des menaces de morts signées de deux groupes dont l'OPDDIC. Les exemples pourraient se multiplier à l'infini. Pour autant, aucune mesure n'avait été prise à l'encontre de cette organisation, malgré tous ces faits avérés, avant que le 28 novembre, Juan Sabines, le gouverneur du Chiapas, ait décidé, suite à de nombreuses plaintes, de mener une enquête. Les organisations paramilitaires ont toutes plus ou moins le même but: voler, envahir les terres, kidnapper des militants zapatistes. Ils vont souvent jusqu'à organiser des descentes dans les communautés et il n'est pas rare que celles-ci aboutissent à la mort de zapatistes. Toute réponse de l'EZLN est considérée de facto comme une rupture du cessez-le-feu[9], d'où une situation difficile à gérer.

Appropriation des terres *ejidales*

D'autre part, depuis 1992 et la réforme agraire, l'ejido, héritage de la Révolution, n'est plus inaliénable comme auparavant. Cependant, pour que les terres *ejidales* puissent être privatisées, il est nécessaire d'obtenir l'accord de tous les membres. Ainsi dans les *ejidos* où se trouvent des bases d'appui zapatistes, le travail des paramilitaires sera de menacer, voire de chasser les opposants, afin d'obtenir cette majorité absolue. Les paramilitaires possèdent aussi un moyen légal, en apparence, pour chasser les zapatistes: le secrétariat à la réforme agraire, institution chargée de délivrer les titres de propriété. Des membres d'organisations paramilitaires vont se présenter devant le tribunal agraire pour faire part de leur cas. Le secrétariat à la réforme agraire, va alors se charger de leur offrir des titres de propriétés en leur concédant des terres qui appartiennent en fait aux zapatistes. Preuve de la connivence entre cette institution et les paramilitaires, l'avocat de l'Opddic appartenait, il y a encore peu, au syndicat des travailleurs de cette institution.

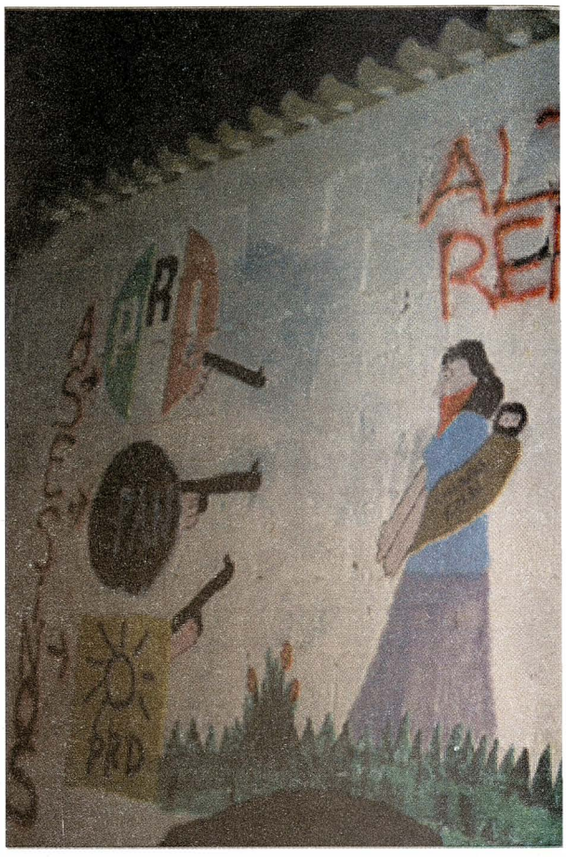
Militarisation et paramilitarisation du Chiapas aboutissent donc à un cocktail explosif. Dans ce contexte les zapatistes se doivent de ne pas répondre aux provocations des uns et des autres, bien que de nombreuses communautés restent sous la menace permanente d'un déplacement forcé.

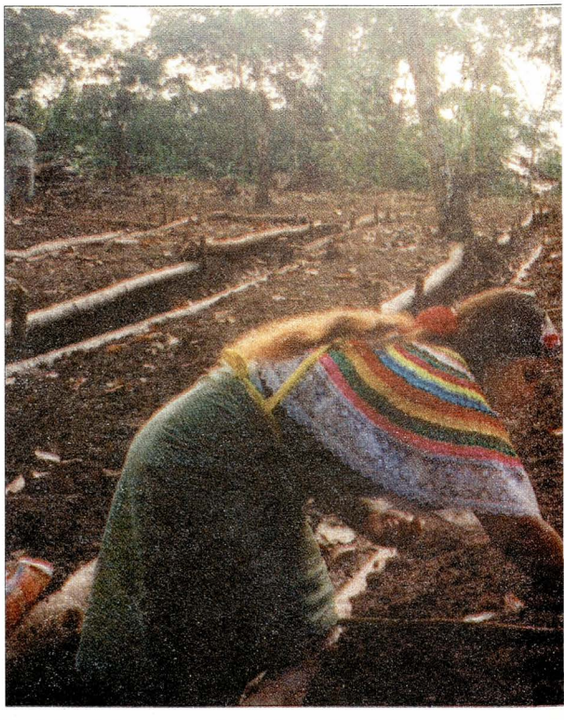
Le « 24 de Diciembre »

Le cas de la communauté « 24 de Diciembre » est plutôt emblématique de la répression dont sont victimes les zapatistes. Cette communauté, s'étalant sur près de 525 hectares, se trouve sur des terres récupérées par les zapatistes lors de leur soulèvement. Celles-ci appartenaient au général Absalón Castellanos Domínguez, gouverneur du Chiapas de 1988 à 1994 et qui fut près de six semaines prisonnier de l'EZLN, avant d'être finalement libéré.

Une cinquantaine de familles s'installent sur ces terres à partir d'avril 1994, alors que zapatistes et représentants du gouvernement sont en pleine négociation. Mais en février 1995, le Mexique assiste à ce qu'on appelle ici la « trahison de Zedillo ». Incapable de résoudre le conflit de manière pacifique, le nouveau président décide de renvoyer l'armée au Chiapas pour une épreuve de force. Les habitants seront chassés des terres et devront fuir durant plusieurs jours dans la montagne avec presque rien. « *Certains jours nous ne mangions qu'une tortilla, voire rien du tout* », témoigne l'un d'eux. Les autorités leurs proposeront toutefois un marché: les familles qui renonceront à leurs sympathies zapatistes pourront être replacées dans un ejido où elles pourront travailler la terre. Malgré cela, seule une quinzaine de familles accepteront.

Fin 2006, du jour au lendemain, il leur est demandé de nouveau de quitter leurs terres. Cette fois-ci ces zapatistes vont se rendre à la *Junta de Buen Gobierno* de La Realidad pour trouver une issue à leurs problèmes. Celle-ci se charge alors de rédiger un papier où ils affirment que les anciennes terres du général Castellanos sont la propriété des zapatistes. Les





anciens habitants souhaitent reprendre les terres le 24 décembre pour profiter de l'apathie des fêtes de fin d'année. Le jour dit, ils se contenteront de montrer le papier de la Junta à l'armée qui les laissera se réinstaller sans montrer d'opposition. Ils vont camper sur ces terres durant près de deux mois, avant de commencer à reconstruire les maisons. Les zapatistes sont donc les nouveaux propriétaires de ces terres depuis un an.

Mais depuis, tout est fait pour tenter de les en chasser. Il faut dire que ce pueblo est bien entouré : à proximité, il existe un poste de police, un barrage militaire et un campement militaire construit après la prise de ces terres. En outre, juste à côté se trouve l'ejido de Nuevo Momon dont la majorité des membres est clairement opposée à la présence des zapatistes et ne cesse de les provoquer : coupe d'arbres, construction de maisons sur leurs terres, incendie de plants de maïs. Mais toute réponse des zapatistes permettrait de justifier une intervention militaire. Les zapatistes se trouvent donc dans l'obligation de garder leur sang-froid.

Ce cas montre la situation délicate dans laquelle se trouvent certaines communautés zapatistes. Si elles répondent aux provocations, elles justifient une intervention militaire ; si elles tentent d'opter pour la voie judiciaire, elles savent le peu de chances que leurs plaintes ont d'aboutir. Les zapatistes tentent alors de trouver des solutions pacifiques en essayant de discuter avec certains de ces ennemis, mais le dialogue reste encore difficile. L'autre solution pour les zapatistes est donc de faire appel aux observateurs des droits de l'homme dans les zones placées en alerte rouge. Si leur présence n'est pas une garantie absolue de sécurité, ils permettent toutefois de limiter les provocations en tout genre. Toutefois, ces derniers deviennent aussi victimes de la répression qui s'abat sur les zapatistes.

Les observateurs des droits de l'homme victimes de la répression

Le Réseau pour la paix, collectif d'organisations, a recensé au moins une vingtaine de cas au cours de ces deux dernières années. Ces attaques contre les défenseurs des droits de l'homme prennent diverses formes, surtout le harcèlement ou l'intimidation : voitures endommagées, maisons cambriolées (mais, le plus souvent, seulement des affaires liées à leur activité dans la défense des droits de l'homme), menaces de morts, harcèlement téléphonique, etc. Le Centre Fray Bartolomé de Las Casas a été victime à deux reprises de cambriolage, et ce sont essentiellement des documents concernant le conflit au Chiapas qui ont été volés.

Certaines personnes menacées refusent de porter plainte, de peur que les représailles soient encore plus importantes. De toute façon, il y a peu à attendre de la justice. Dans chacune des affaires où est impliquée une personne liée à la défense des droits de l'homme, aucune avancée significative n'est observée, alors que souvent de nombreuses preuves ont été réunies. Par exemple : des plaques d'immatriculation ont été relevées, mais les véhicules n'ont jamais été retrouvés.

La situation s'est encore détériorée début 2006, lorsque a commencé la « Otra Campana », initiative des zapatistes consistant à rencontrer la société civile à travers tout le Mexique au même moment que la campagne présidentielle. Celle-ci vise de nombreuses personnes affichant leur sympathie pour les zapatistes et pour leur projet.

Enfin la répression touche aussi les étrangers venus au Mexique pour appuyer ces collectifs et des centaines d'entre eux ont été tout simplement expulsés, alors qu'ils n'avaient rien commis d'illégal. Voilà un climat qui montre bien toutes les difficultés qu'il y a à se consacrer à la défense des droits de l'homme au Chiapas.

En bref

Guerre de basse intensité, impunité des agresseurs, néolibéralisme imposée par la force à travers divers projets, tel sont les moyens de contrer l'influence zapatiste dans ce qui reste aujourd'hui l'État le plus pauvre du Mexique. Il y a quelques années, la Croix-Rouge avait créé une petite polémique. L'organisation humanitaire s'était retirée du Chiapas jugeant qu'il y existait « une paix relative » [10]. Pourtant, on l'a bien vu, la guerre est toujours aussi présente, même si elle est plus secrète. Face à cette répression, les zapatistes ont décidé de ne pas tomber dans le piège de la provocation tendu par le gouvernement. Leur lutte, à présent, se résume avant tout à la poursuite de leur processus d'autonomie. C'est leur façon de répondre à la politique du gouvernement.

E. B.

1.- *Acteal, ante la justicia* , Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de Las Casas, A.C., 28 octobre 2007

2.- *Rapport Cara de guerra : un Ejército Federal mexicano, unos Pueblos Indígenas, su territorio, San Cristóbal de Las Casas*, CAPISE, 16 juillet 2007

3.- *La ocupación militar en el territorio del Chiapas*, CAPISE, 2007

4.- Ley organica del ejercito y fuerza aerea mexicanos.

5.- OIT, art. 169, XVI, 2.

6.- Bulletin du SIPAZ — Vol. XII n° 2, août 2007

7.- *Balance anual sobre los derechos humanos en Chiapas*, Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de Las Casas, A.C., 2006

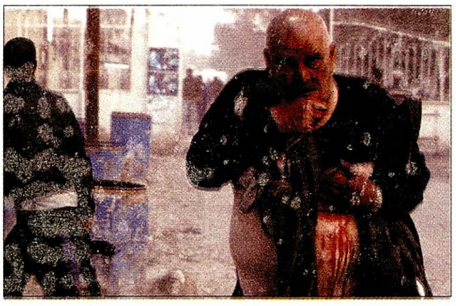
8.- *La Jornada*, 29 novembre 2007

9.- http://chiapas.indymedia.org/display.php3?article_id=144315

10.- Bulletin du Sipaz — Vol IX n°3, septembre 2004

La guerre, la faim, l'Irak.

Le paradis des vendeurs de canons



L'Irak est livré à la guerre. Tous les jours, la télévision et les médias nous abreuvent, jusqu'à l'écœurement, d'images plus atroces les unes que les autres. Si George Bush, en envoyant ses *boys* combattre « pour la justice et la défense des honnêtes gens », porte une lourde responsabilité dans le déclenchement de ces violences militaires, il n'est pas seul. La lutte pour le pouvoir suprême mobilise un grand nombre d'énergies contradictoires.

A cause de conflit, ce pays est devenu celui au monde où le commerce des armes marche le mieux. Le revers de la médaille, c'est qu'il n'y a plus d'argent pour la nourriture. Quand vendre des armes rapporte plus que vendre du pain, la population a faim, les pauvres ont faim. Et, dans ces circonstances, on devient rapidement pauvre, et très vite on a faim. En Irak, occulté par cette guerre ignoble (laquelle ne l'est pas?), l'important manque de nourriture n'est pas suffisamment dénoncé.

Les organisations humanitaires ont pourtant depuis longtemps poussé des cris d'alarme. Que le peuple irakien ait faim, cela ne date pas d'aujourd'hui. Souvenons-nous, le régime de Saddam était tout sauf exemplaire. Ce fut un pays où le terrorisme d'État était systématique. Après avoir accédé au pouvoir par un coup de force en juillet 1979, Saddam, effrayé par le « danger » chiite, conséquence de l'arrivée au pouvoir en Iran de Khomeiny, envahit ce pays. La guerre va durer huit années et faire plus d'un million de mort. Août 1988, fin de la guerre. Le pays est épuisé. En août 1990, avec l'invasion du Koweït, Saddam se lancera cependant dans une nouvelle guerre.

Alimenter son peuple exténué semble le dernier des soucis du dictateur. Pourtant, parallèlement à ces activités belliqueuses, Saddam met en place un programme de distribution de nourriture (PDS), pour contrebalancer le blocus américano-occidental. Six mois après, mars 1991, l'ONU, annonce « l'imminence d'une catastrophe si les besoins vitaux massifs des Irakiens ne sont pas satisfaits » (rapport de l'ONU, mars 1991), et met en place un programme de « pétrole contre nourriture ». Avec la lenteur administrative habituelle, il faudra six années pour que « la distribution de farine de blé commence en avril 1997 sur l'ensemble du territoire ».

Depuis la population irakienne vit sous transfusion alimentaire.

Aujourd'hui, quelle est la situation? La grande ONG britannique Oxfam, note dans son rapport publié il y a six mois que quatre millions de personnes vivent dans une situation d'insécurité alimentaire:

– Plus de deux millions sont des « déplacés internes ».

– Plus de deux millions se trouvent dans les pays voisins, en particulier en Syrie et en Jordanie; « ces réfugiés dont la croissance est la plus rapide du monde sont source d'une crise peut-être sans précédent ».

Ce rapport continue en disant que « si la violence et l'incapacité à protéger les droits fondamentaux constituent les problèmes les plus graves en Irak, les besoins humanitaires tels que l'alimentation, le logement, l'eau et l'assainissement doivent bénéficier d'une plus grande attention ». Il faudrait citer tout le rapport. On y apprend que le programme de distribution de nourriture (PDS), création du régime précédent, est toujours en cours. Mais que seulement 60 % des nécessiteux ont accès aux rations distribuées par le gouvernement, alors qu'ils étaient en 2004 près de 96 %. 43 % des Irakiens vivent dans une situation de pauvreté absolue. La malnutrition infantile est passée de 19 % avant l'invasion américaine à 28 % aujourd'hui. On pourrait continuer nos citations, comme cela, à perte de vue. L'horreur n'a pas de limites.

Mettons en parallèle d'autres chiffres. La même ONG, dans un rapport publié en 2003, note que « l'Irak compte maintenant plus d'une arme à feu par habitant ». Il n'y a aucune raison pour que les choses se soient améliorées depuis. Cette estimation ne tient évidemment pas compte de l'armement « officiel », celui de la police, de l'armée nationale ou des armées alliées. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait aujourd'hui une industrie d'armement en Irak: l'armement des différentes milices comme celui des individus relève plus d'un trafic plus ou moins licite et où un certain nombre de fournisseurs se remplissent les poches. Compte tenu de ce genre de commerce, il est difficile de savoir qui fait les plus gros profits. Un rapport mondial sur le commerce des armes avait été publié qui mettait la France en bonne place dans ce genre de compétition.

Dernièrement, l'ONU vient de lancer en urgence une opération de fourniture de nourriture pour l'Irak. 126 millions de dollars vont être dépensés pour la nourriture de « 750000 personnes exilés internes » et 360000 personnes « exilés externes ». Ce qui fait au total quatre fois moins de gens que n'en dénombre Oxfam. Cherchez l'erreur!

Rappelons que dans la lutte pour accéder au pouvoir, les armes sont indispensables. On n'arrive pas en haut de l'échelle un morceau de pain à la main.

Pierre Sommermeyer

Wilhelm Reich

biographie d'une passion

Le nouveau livre de Gérard Guasch est remarquable. Médecin psychosomaticien et analyste reichien, l'auteur adresse un clin d'œil à un grand spécialiste de Reich des années 1970, Luigi De Marchi, dont le sous-titre était : « Biographie d'une idée ». Déjà, dans un de ses précédents ouvrages, *Quand le corps parle*, Gérard Guasch nous avait présenté la thérapie bio-psycho-sociale et les idées politiques de Reich. Cette fois, nous allons nettement plus avant.

Nous y apprenons, notamment, sur quoi débouche le coup de sonnette de deux agents du FBI et d'un détective de la police de New York, à 2 heures et demie du matin, dans la nuit du 12 décembre 1941.

Reich est arrêté. Il n'a même pas le temps d'appeler un avocat. A quatre heures, « il est déjà sous les verrous dans les services d'immigration d'Ellis Island, l'île aux larmes ». Il se retrouve avec une centaine d'étrangers. L'Allemagne a annexé l'Autriche. Wilhelm est donc arbitrairement considéré allemand, c'est-à-dire comme ennemi des Etats-Unis. La fiche du FBI retient aussi qu'il a appartenu au Parti communiste. Il est donc estimé « dangereux pour l'ordre public et la sécurité des Etats-Unis ». Sa maison est fouillée de fond en comble, le 18 décembre. Il est relâché sans la moindre explication, le 5 janvier 1942, après plus de trois semaines d'enfermement. En matière d'immigrés, d'étrangers et de sans-papiers, France- Etats-Unis, même combat !

Qu'a voulu réellement Wilhelm Reich ? Promouvoir une nouvelle thérapie que l'on appelle aujourd'hui analyse reichienne, végétothérapie ou orgonomie. De plus, il a espéré changer la société. Pour lui, le psychanalyste ne doit pas rester dans son cabinet. Face à l'injustice, il ne peut que descendre dans la rue. Reich a énormément milité, distribué des tracts, participé à des manifestations et créé des associations comme Sexpol, en1931.

Parmi les revendications de ce mouvement, qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes, il en est une qui mérité d'être retenue. Elle est vraiment encore d'actualité : « Remplacement de la punition, dans le cas de crimes d'ordre sexuel, au travers de meilleures méthodes d'éducation et de l'élimination de leurs causes économiques »

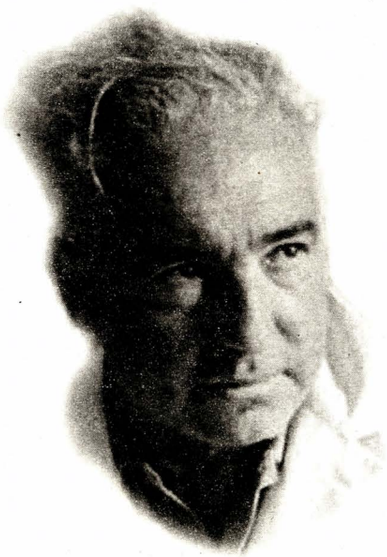
Malheureusement, partout où il est passé, Reich a énormément dérangé. Aux Etats-Unis, le voisinage s'inquiète, car il voit un Noir travailler au laboratoire. Il suppose qu'il y a des rats, alors que ce ne sont que des souris, et imagine que « l'accumulateur d'orgone », l'une des inventions du « savant fou », sert à multiplier les orgasmes des femmes !...

Une journaliste indigne lance une campagne de presse, qui va être fatale à Reich. Déjà, les nazis ont brûlé ses œuvres. Les communistes allemands, avaient estimé qu'il corrompait la jeunesse. Ils avaient interdit et supprimé tous ses écrits.. Les Etats-Unis vont se montrer aussi « fascistes » que les nazis, puisqu'ils font un autodafé de toutes les publications de Reich.

Cela se termine très mal. La Justice américaine condamne Reich à deux ans de prison pour la location d'accumulateurs d'orgone. Mais, toujours combatif, ce dernier se défend de manière courageuse, à la limite de l'inconscience. Il va jusqu'à dire à la Cour : « Ce serait une bonne chose je crois, que chaque membre du jury, chaque membre du tribunal, Maguire et Mills eux-mêmes passent un peu de temps en prison pour voir à quoi ça ressemble ».

Gérard Guasch conclut que Reich nous invite « à ne pas nous laisser étouffer par les appareils d'Etat et d'éducation ». S'étant battu avec les socialistes et les communistes, ce véritable révolutionnaire a toujours pensé, agi et écrit, comme lui a fait remarquer l'anarchiste américain Paul Goodman, sur des lignes manifestement libertaires. Merci à Gérard Guasch pour ce livre profondément émouvant et offensif!

Jacques Lesage de La Haye



Wilhelm Reich,
Biographie d'une passion
Gérard Guasch – Editions Sully

Images et brioches

humour américain délocalisé

Nestor Potkine

pillant scandaleusement et sans complexe Lewis Lapham

L'HUMOUR EST LA CHOSE du monde la plus difficile à traduire, entre autres parce que l'humour dépend du contexte, qui se perd facilement dans le passage d'une nation à l'autre. Néanmoins, le livre de Lewis Lapham, 30 *Satires*, regorge de perles qui bravent cette épreuve sans dommage. Voici quelques-unes de ces voyageuses :

« Le paradis libéral est une longue suite de bureaux paysagers et de marinas privées, où tous les passants sont blonds, où enseignants et syndicalistes ne peuvent entrer sans griller sur-le-champ et ne laisser qu'une fumée vite dissipée, où les usines ont été transformées en restaurants branchés et les chaînes de montage en clubs de fitness, où les inspecteurs des impôts sont réincarnés en personnes utiles ; moniteurs de tennis ou chauffeurs stylés. A Noël, on s'offre des cadeaux amusants : une ménagerie de ministres dans une cage dorée, des présentateurs de télévision longuement dressés, des publicitaires mélodieux aux plumes colorées. »

« Le principe le plus important que John Adams, l'un des pères fondateurs des États-Unis, estimait devoir suivre était le suivant : ne jamais confier l'agneau au loup. Il faut préciser que dans son esprit « l'agneau » représentait le droit de propriété. On comprend mieux l'approche des gouvernements américains modernes envers l'environnement et le Code des impôts. »

« Les mécanismes complexes du monde moderne dépendent autant de la foi en la monnaie que ceux du Moyen Age dépendaient de la foi en Dieu. La société moderne faisant usage de moyens d'échange de plus en plus dénués de valeur intrinsèque, de l'or au cuivre au papier aux impulsions électroniques d'une milliseconde, l'expansion de sa richesse exige donc, et obtient, une foi de plus en plus aveugle. »

« Nous, Américains, sommes un peuple captivé par la force de la métaphore, nous aspirons inlassablement à l'invisible par le biais de l'imagerie du visible. Les publicitaires vendent les symboles du bonheur et de l'immortalité aux comptoirs de l'abstraction, et le slogan, la marque, l'approbation rémunérée du grand couturier ou du sportif suprême deviennent non seulement l'âme immortelle du produit en vente, mais presque la totalité de sa valeur commerciale. »

« Qui veut la fin veut les moyens ? Selon un universitaire anglais, notre civilisation déborde de moyens sans avoir la moindre idée des fins qu'ils doivent servir. Un excellent exemple en est donné par les centaines de chaînes de télévision sur câble, qui ne servent guère aux âmes perdues dans un perpétuel présent qu'à ressentir plus vivement les centaines de preuves de leur incapacité à suivre le mouvement. »

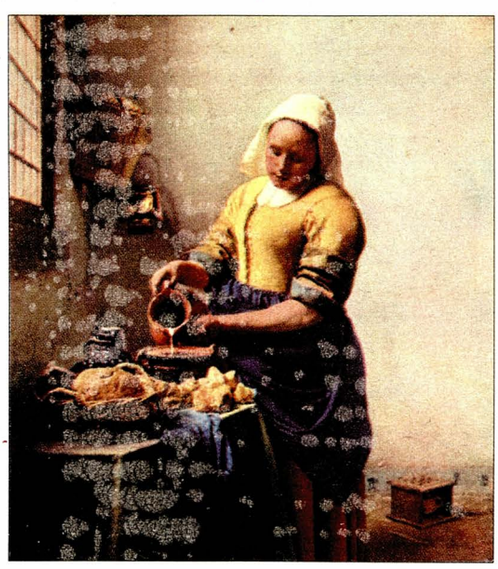
« Plusieurs maisons d'éditions, modernes et avisées, n'acceptent les manuscrits qu'on leur soumet que sur la présentation concomitante d'une vidéo démontrant que l'auteur sait parler à la télévision. »

« En discutant des péchés capitaux, il ne faut pas oublier que l'Envie, vue sous l'angle non d'un vice, mais d'un système de mesure et d'un outil éducatif, devient le moyen d'aiguiser les capacités d'observation et d'analyse, de renforcer la mémoire et d'enseigner l'arithmétique. »

« Lorsque les effets de la mondialisation se feront sentir jusqu'au Paradis, nul n'aura besoin de s'inquiéter : la réception des prières pourra être délocalisée dans les centres de télé marketing du tiers-monde, et quant aux anges, leur physique avantageux leur permettra de trouver du travail comme maîtres d'hôtels dans les restaurants de New York, danseuses de table à Las Vegas ou professeur de yoga à Beverly Hills. »

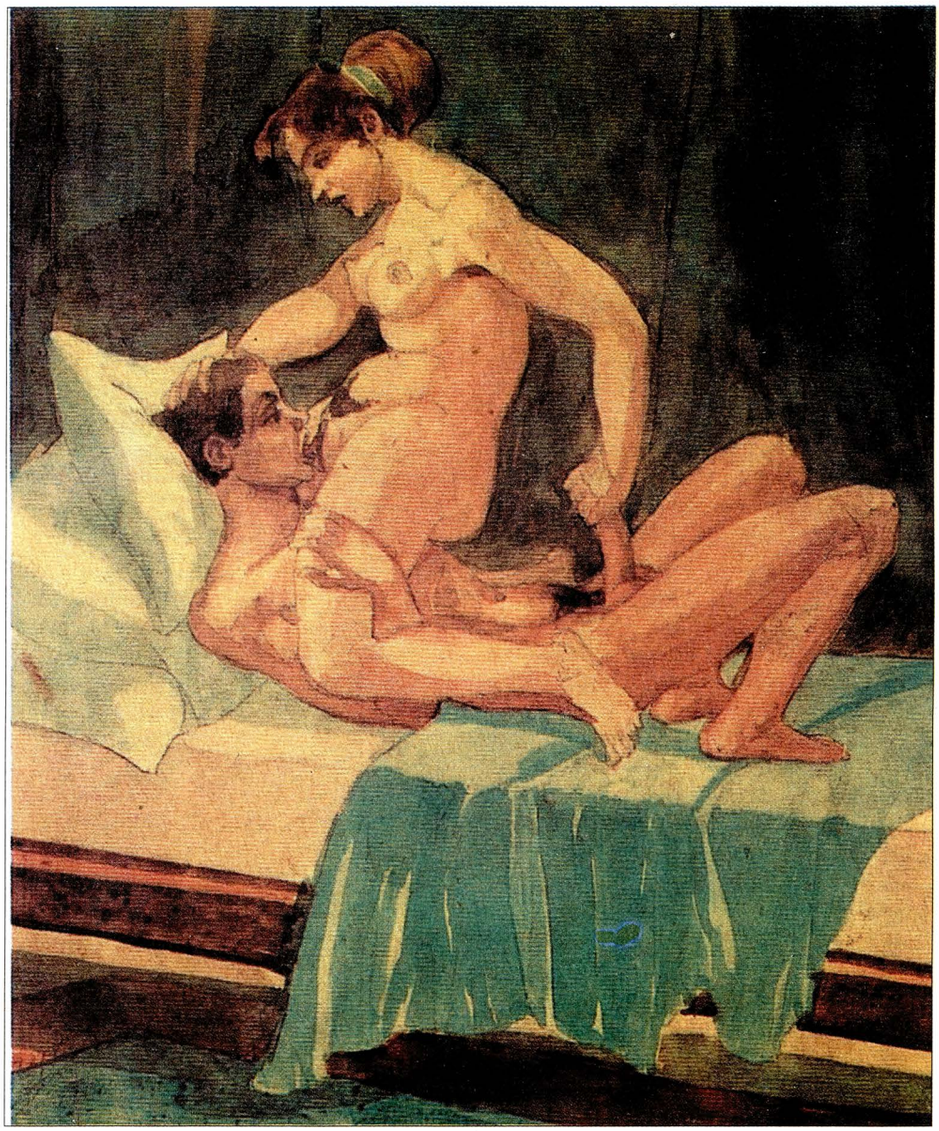
« J'ai compté un jour le nombre de caméras de surveillance qui m'ont permis de m'exhiber sur des écrans de sécurité au cours d'une journée normale passée dans des restaurants et des boutiques et des bureaux et des ascenseurs et des parcs, mais dès trois heures de l'après-midi, je compris qu'autant valait compter les gargouilles sur une cathédrale. L'intimité commence à ressembler à l'état de grâce, tel que le définissent les théologiens chrétiens : personne ne peut dire où, ni quand, il existe. »

« Aux citoyens de Paris trop pauvres pour acheter du pain, Marie-Antoinette suggéra de manger de la brioche. Les Marie-Antoinette qui hantent les palais du capitalisme moderne suggèrent désormais, tant le pouvoir des médias interactif est merveilleux, de manger l'image de la brioche. »



Rendez-vous en Enfer

à la Bibliothèque nationale[1]



Jean Claude Richard

(Groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste)

Les livres licencieux ont toujours posé des soucis aux tenants du pouvoir comme aux bibliothécaires. Pour les premiers, garants de la morale publique, il était nécessaire d'effectuer des contrôles, censures, et même des autodafé. Qu'on en juge plutôt:

« *Je décidai que tout ce qui était enfermé dans le dépôt serait brûlé dans la cour de l'hôtel [...]. L'opération fut consommée sans difficulté en trois heures de temps.* » (Mémoires d'Etienne-Denis Pasquier, préfet de police en 1810).

Pour les seconds, la décision du Prince d'ouvrir les rayons deux jours par semaine à la curiosité des badauds posait un problème de convenance. Un règlement ne précisait-il pas qu'un « mauvais livre sur les mœurs et sur l'administration ne se communique pas ».

La mise à l'écart était nécessaire. Un catalogue supplémentaire fut mis en place sous la rubrique « ouvrages licencieux » et les ouvrages mis à part dans des armoires.

Mais, dans les années 1830, les livres imprimés publiés « sous le manteau », poursuivis ou condamnés seront rigoureusement séparés du reste des collections de la Bibliothèque royale. Ils seront regroupés sous une nouvelle section intitulée Enfer.

Le roman libertin en dévoilant quelques « dérèglements » se veut tout bonnement faire sonner la sottise car comme l'écrit Patrick Wald Lasowski[2], « *Ils exhibent la coquille et donnent corps au désordre du monde, au tracas sexuel, à la bagarre du désir. Du subtil au solide, de la galanterie à l'obscénité, entre scènes sexuelles et plaidoyers matérialistes, les manœuvres des roués, les mémoires des filles, les confessions impudiques, les fredaines du plaisir, les contes parodiques, les dialogues cyniques, les listes des postures, des goûts, des fantaisies s'entraînent et rivalisent. A travers eux, à travers ses héros déniaisés, le roman libertin initie le lecteur* ».

Quelle belle façon libertaire d'appréhender le monde et les mœurs! Faudrait-il s'étonner alors de trouver parmi les exégètes du sujet des compagnons comme Louis Perceau, Pascal Pia, Ernest Armand, et aujourd'hui Jean-Pierre Bouyxou.

Louis Perceau vient de faire l'objet d'un remarquable livre sous la signature de Vincent Labaune: *Louis Perceau le polygraphe 1883-1942*[3] Une somme d'informations sur l'activité militante de Perceau au journal *La guerre sociale* de Gustave Hervé et aussi à la CGT. Un militant engagé de tous les instants dont le nom figure parmi les signataires de cette fameuse « affiche rouge » collée sur les murs de Paris en octobre 1905 et qui invite les conscrits à tourner les fusils vers les gradés « soudards galonnés » plutôt que vers les grévistes. Perceau écopa de six mois ferme.

En parallèle Louis Perceau, autodidacte curieux, fréquente la Bibliothèque nationale où il rencontre Guillaume Apollinaire puis Fernand Fleuret. Ils signent tous les trois en

1913 une *Icono-Bio-Bibliographie descriptive, critique et raisonnée, complète à ce jour de tous les ouvrages composant l'Enfer de la Bibliothèque nationale*. « Une entreprise audacieuse et risquée en raison de l'impitoyable censure qui régit toute publication attentant aux bonnes mœurs[2] »

En 1930, Perceau signe seul une bibliographie du roman érotique du XIXe siècle.

Signalons enfin qu'il est l'auteur de La redoute des contrepèteries, ouvrage essentiel du genre.

Après la mort de Louis Perceau en 1942, le flambeau est repris par un autre libertaire fervent individualiste. Pascal Pia. (Pierre Durand).

Pascal Pia, issu d'un milieu modeste est un homme de l'ombre toujours prêt à accomplir les tâches ingrates mais nécessaires qui n'apportent aucune gloire. Appelé à être rédacteur en chef d'*Alger Républicain*, il embauche Camus. *Le Mythe de Sisyphe* lui est dédié. Pascal Pia est proche des positions d'Albert Thierry (1881-1915) et son « refus de parvenir ».

En 1923, sa réputation d'antimilitariste lui avait valu, lors de son passage sous les drapeaux, les honneurs « du Bat'd'Af » dans l'unité disciplinaire du 3e Zouave de Constantine.

Auteur d'un pastiche de Rimbaud et de livres érotiques Pia poursuivit le travail de Louis Perceau en faisant paraître en 1978 une nouvelle édition de *l'Enfer*.

Pour le plaisir, signalons l'impression en 1938 d'un pastiche sous la signature d'Aragon; *Le Con d'Irène*. Aragon n'a jamais reconnu ce livre qui est pourtant toujours édité sous son nom[4].

Jean-Pierre Bouyxou[5] est un contemporain. Il fréquente le mouvement anarchiste dans les mêmes années que Jean Rollin dont nous parlerons un peu plus loin. Il est l'auteur en 1967 d'un petit film de dix minutes en noir et blanc: *L'Anarchie*. Ce documentaire fut produit et diffusé par le groupe de Bordeaux de la Fédération anarchiste à l'occasion d'une exposition sur l'histoire du mouvement libertaire. Il a aujourd'hui disparu.

Dans les années 1970, Bouyxou tourne des films X comme *Amours collectives* (dans lequel il intervient physiquement et à poil) ou *Entrez vite... vite, je mouille!* mais son travail le plus important dans le domaine de l'érotisme, reste la parution de 1978 à 1986 de la revue *Fascination*.

Cette revue qui compte 30 numéros d'une cinquantaine de pages est quasiment faite par lui sous de multiples pseudonymes. Les articles écrits dans une écriture bandante couvrent toutes les époques et tous les sujets, du roman libertin à la poésie galante, du cinéma naturiste aux folies du music-hall, de la peinture frivole à la photographie polissonne, de la chanson grivoise au théâtre érotique.

Libertaire dans l'âme, Bouyxou n'oublie jamais de glisser dans ses livraisons quelques articles consacrés à des compagnons; Octave Mirbeau, Ernest Armand, Victor Margueritte ou Renée Dunan. Il ne se prive pas de quelques agréables vacheries comme *L'Amour en soutane* ou *Le Bal des pompiers* consacré à William Bouguereau.

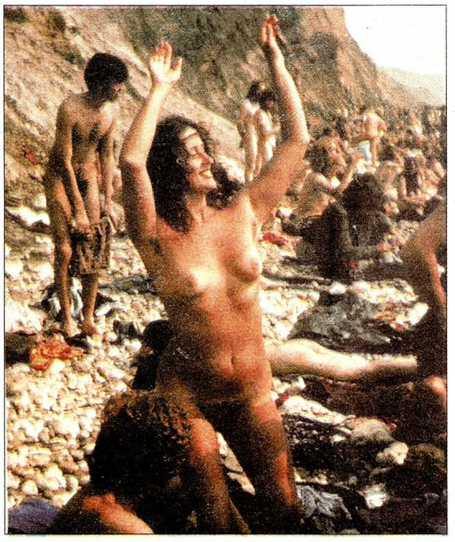
Renée Dunan, que l'abbé Louis Bethléem dans son *Romans à lire et Romans à proscrire*[6] présente comme « promenant ses élucubrations dans divers organes défaitistes et maçonnisants et n'ayant donné comme romans que des ouvrages immondes » est née en 1892.

Elle fréquente Ernest Armand et les anars individualistes. Liée d'amitiés avec Fernand Fleuret, Pierre Mac Orlan, Victor Margueritte elle joua un rôle important lors du « procès » contre Barrès organisé par André Breton en 1921.

Auteure d'une cinquantaine de livres et de millier d'articles journalistiques, elle nous laisse quelques romans assez dévergondés. *La Triple Caresse, Les Voluptés puritaines, Frissons voluptueux*. Le plus connu et toujours réédité reste *Les Caprices du sexe ou les audaces érotiques de mademoiselle Louise de B...*[4], écrit sous le pseudonyme de Louise Dormienne. Ce livre donna lieu à poursuites judiciaires.

Renée Dunan n'admet pas la soumission d'un sexe à l'autre. Les jeunes filles qu'elle nous montre sortent presque toujours victorieuses des combats qu'elles livrent à l'homme et, dans les pires compromissions, demeurent parfaitement saines.

Jean Rollin fréquente le Groupe Louise



Michel de la Fédération anarchiste et sa signature est assez régulière dans les colonnes du *Monde libertaire* à la fin des années 1960. Il collabore également à la revue *La Rue* que dirige Maurice Joyeux. Le numéro 4 daté de 1969 renferme un petit article sur la Littérature érotique où Jean Rollin pose déjà un des principes essentiels de son engagement artistique: « Une œuvre révolutionnaire l'est sur tous les plans, érotisme inclus ».

Passionné de cinéma depuis son plus jeune âge, Jean Rollin se frotte à la caméra et réalise une série de films fantastiques. *La Vampire nue, Les Démoniaques, Lèvres de sang*, Il participe avec un sens politique évident à l'émergence du cinéma érotique des années 1970. Le propos étant pour lui de faire jaillir du « contenu pornographique un potentiel de révolte »[7].

Son dernier film, *Les Nuits des horloges* date de cette année. Comme pour son précédent, *La Nuit transfigurée*, Ovidie[8] en est l'actrice principale.

Nous avons tenu à relever dans cet article un constant lien entre la pensée libertaire, ses militant(e)s et l'érotisme conçu comme un embellissement de la sexualité. Face à la morale bourgeoise fondée sur des rapports de domination, les intervenant(e)s libertaires ont cherché à donner une dimension collective à l'érotisme, à l'ouvrir à l'autre pour en faire un partage dans le plaisir. Les années 1970 ont été au firmament de cette expérience où femmes et hommes se sont retrouvés dans une approche libérée du corps et de l'image. Il me vient à l'esprit les grandes rencontres du Larzac ou ces fêtes du PSU où, les corps nus se voisinaient dans le respect et le bonheur.

En 2003, j'étais au rassemblement de la Confédération paysanne sur le Larzac. Sous un soleil de plomb, aucune nudité n'était visible. La jeunesse du XXIe siècle est revenue à cette approche individuelle de la sexualité que nous avions réussi à détruire. La pornographie sur DVD et les marchands capitalistes y trouvent leurs comptes.

Même dans la mouvance libertaire, des « Torquemada » de la morale individuelle et égoïste se font de plus en plus pressants et pressantes.

Comme nous le clamait Willem Reich il y à plus d'un demi siècle, la Révolution sexuelle reste à faire.

J. C. R.

1.- Exposition du 4 décembre au 2 mars: « L'Enfer de la Bibliothèque: Eros au secret » à la Bibliothèque nationale quai François-Mauriac 75013 – Paris. Du mardi au samedi 10h-19h et dimanche 13h-19h.

2.- In l'ouvrage *L'Enfer de la Bibliothèque, Éros au secret*, page 38.

3.- In Louis Perceau, *Le Polygraphe de Vincent Labaume*, page 132.

4.- Livres en vente à la Librairie du Monde libertaire.

5.- Auteur avec Pierre Delannoy de *L'Aventure hippie*. (en vente à Publico).

6.- Une source d'amusements. Une sorte de livre de chevet que l'on ouvre dans les moments de cafard pour se remonter le moral et rire de la sottise du bonhomme.

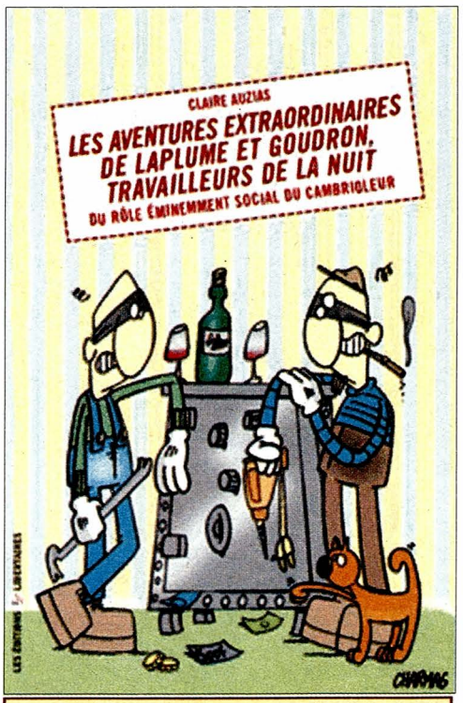
7.- Interview par J. Rig et J.-P. Bouyxou, revue (?), date (?).

8.- Son livre *Porno manifesto* est disponible à La Librairie du Monde libertaire

De la Plume et du Goudron

Il est des histoires que l'on aimerait ne pas voir s'arrêter. Il est encore des histoires qui survivent à notre culture enfantine et manichéenne. Le bien contre le mal. Les cow-boys contre les Indiens. Les gendarmes contre les voleurs. Faire l'inversion. Se mettre de l'autre côté du manche. Vous aurez alors une définition à peu près correcte de la justice sociale. Il est enfin des histoires qui semblent si vraies que l'on se plaît de croire en leur existence. En 1897, Georges Hippolythe Adrien, dit Darien, nous contait les édifiantes tribulations de Georges Randall, incarné bien des années plus tard par Jean-Paul Belmondo (la rupture d'anévrisme à son chien-chien) dans le film de Louis Malle. Le film est chiant. Le livre est sublime. Et Darien de nous promener de Paris à Londres, en passant par la Belgique. Et le voleur de nous introduire subrepticement, à pas feutré, sans faire de bruit dans les belles demeures de France et de Navarre, et bien au-delà car l'anarchiste et le voleur ne connaissent pas, ne reconnaissent pas l'imbécile et hypocrite principe de frontière. Et nous, par empathie, de suivre notre compagnon, notre ami, notre frère en bateau, en train, à pied et quelques fois en prison. Vols, cambrioles, fric-frac, barbotages à la clé. Au trousseau de clés et à la pince monseigneur. Les garants de l'ordre bourgeois n'y peuvent alors rien changer. Les palais d'injustices, assistés de leurs fidèles maisons poulagas ont beau traquer les artisans de l'effraction, l'armée hirsute et menaçante, joyeuse et revancharde, désordonnée et individualiste de ces Travailleurs de la Nuit débarque pour de vrai. Pini et Duval ont précédé Randall, accompagné des frères Schouppe et de Parmeggiani. Alexandre Jacob, quand il n'est pas l'honorable antiquaire Escande, a fait du vol un art majeur, politique et social. Bonnot et ses tragiques ont fait cracher les banques au bassinet. Cinquante ans après Darien, Claire Auzias rend hommage à tous ces entrepreneurs de démolition publique agissant en secret et en privé. Avec *Les Aventures extraordinaires de la Plume et Goudron* (Éditions libertaires, juin 2007, 10 euros) nous retrouvons le monde inversé de notre enfance, celui où les voleurs font la nique à la flicaille. Un road-movie illégaliste, une histoire sans fin où n'importe quel événement de la vie quotidienne est sujet à de délictueuses et savoureuses digressions. La Plume et Goudron livrent leurs souvenirs. Une fiction si vraie, si réelle qu'on y croirait. Qu'on s'y croirait. Et l'attentat à la propriété redevient une réponse à la misère à l'heure où les tentes fleurissent sur les quais de Seine, au bord du périph ou ailleurs. Autour d'un ballon de gros rouge qui tache (Un gayac, Marcel s'il te plaît!), d'une ballade entre copains, jeunes et moins jeunes, nos deux acrates, activistes de la maraude, nous content leur traque au larfeuille des parasites que sont bourgeois, rentiers et notaires. La chasse est ouverte! Il y a du Jacob en eux. Et sus aux coffiots. A lire. Parce que le roman est plaisant d'abord, bien écrit, bien senti, drôle et mêlant tous les argots. A lire ensuite parce que la première de couverture avec le dessin de Charmag donne envie simplement de le lire. Deux cambrioleurs, la Plume et Goudron, s'affairent à siroter leur bourre-pif autour d'un coffre-fort. La tapisserie de l'appartement, à rayures jaune et bleu pâles, est-elle une allusion à la livrée d'infamie des prisonniers de guerre sociale que portaient les fagots de Guyane et de Nouvelle-Calédonie? A lire enfin parce que, loin de nous balancer une quelconque morale, obséquieuse et si peu bandante, Claire Auzias répond à la question de la possibilité d'écrire une histoire contemporaine, récente, actuelle de l'illégalisme. Produire, consommer et, depuis la nuit des temps, voler. Il y eut Barrabas. Il y eut le monde interlope de la cour des Miracles. Il y eut Mandrin, Cartouche et tant d'autres. Autant de re-distributeurs des fruits volés de la torture du travail. Tripalium en latin dans le texte. Puis vint l'anarchie. Ériger la pratique en théorie, n'en déplaisent aux sectateurs encartés de l'acte politique dans la norme et la légalité. Et c'est au nom de cette légalité que le voleur, honnête homme comme les autres, finit par tâter de la paille humide du cachot. Hier comme aujourd'hui le principe de sécurité prévaut. C'est pourquoi Alexandre Jacob ne dit rien ou pas grand-chose de ses exploits et de ceux de ses comparses à l'historien marxiste Jean Maitron en 1948: « d'où discrétion » écrit l'ancien voleur, ancien bagnard devenu marchand forain dans le Berry. Ne pas compromettre et se compromettre pour pérenniser l'acte et le travail (ici au sens argotique du terme). Le temps avance et la fiction peut alors s'estomper. Darien est mort, Pini a trépassé, Duval et consort bouffent les pissenlits par la racine. Jacob s'ennuie à perpette au cimetière de Reuilly. Mais ceux-là ne craignent plus rien. Une réhabilitation peut-être? Pas de prescription pour les vivants. Cinquante ans après Georges Randall, la Plume et Goudron continuent le travail de sape de l'édifice bourgeois. Ça fait du bien même si c'est pour de rire et pour de faux. Ça fait du bien pour rêver à plus d'égalité. Et ce n'est pas utopique.

Jean-Marc Delpech



Claire Auzias, *Les Aventures extraordinaires de la Plume et Goudron* (Éditions libertaires, juin 2007, 10 euros)

Anartiste N° 11

Depuis 2002, *Anartiste*, la revue du groupe La Vache folle de la Fédération anarchiste, s'intéresse aux liens entre art et anarchie. Cette expérience peut continuer grâce au soutien de ses lecteurs (abonnés ou non) et aux artistes amis.

Du côté de la pensée anarchiste, on relira quelques textes de l'individualiste Albert Libertad (1875-1908): La liberté, Nous allons..., Ultime bonté, Le culte de la charogne. De son côté, Archibald Zurvan s'en prend à ceux qu'il nomme « Diafoirus de l'anarchie », ces penseurs médiatiques qui aseptisent complètement nos idées.

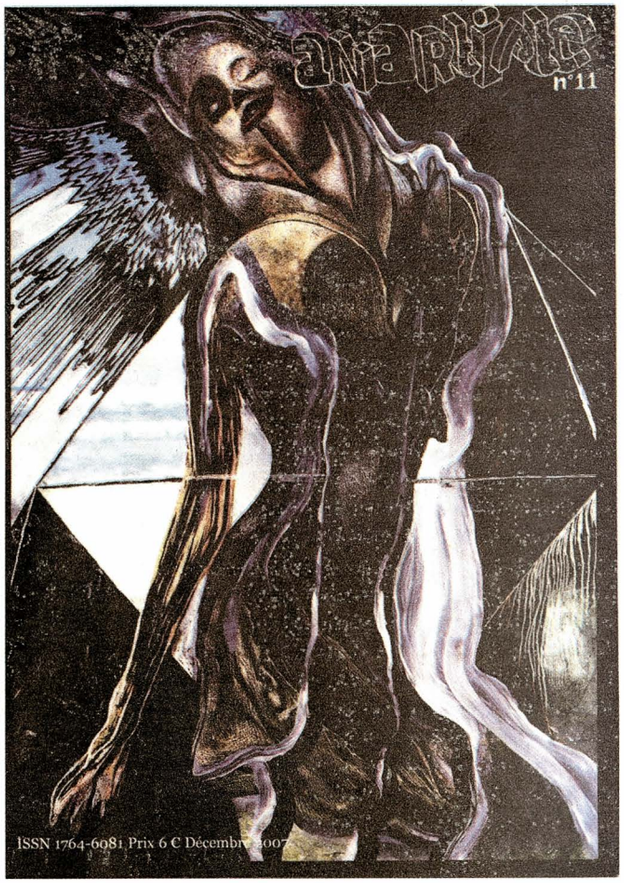
La littérature est présente avec un poème « anarquiste » de l'écrivain Sébastien Doubinsky, un extrait du *Manuel du bon voleur* de l'anarchiste grec Ilias Petropoulos consacré à un éloge du trou du cul (sic) et une intervention de Julien Blaine sur le A cerclé.

Felip Équy évoque Alexandre Mairet (1880-1947), un graveur sur bois suisse méconnu. Ses dessins, publiés dans *Le Réveil anarchiste* y dénonçaient les puissants et les injustices.

Au sommaire encore: des conseils de lectures et plein d'illustrations: une belle couverture de Mika (oublié au générique de la revue), une histoire en dessins de Camillo Capolongo et des courriers illustrés de Michel Julliard et Jean-Jacques Lebel.

Anartiste n° 11, décembre 2007, 40 pages, 6 euros. L'abonnement est de 10 euros (ou plus) pour deux numéros (chèque à l'ordre d'Anartiste). Les anciens numéros sont encore disponibles au prix de 6 euros l'un. Adresse: Anartiste, c/o Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris (courriel: anartiste@editionska.com).

Phil Ducira



It's a Free World de Ken Loach

L'art et la manière d'appuyer où ça fait mal

Ken Loach prise-t-il l'antiphrase? À se référer au titre qu'il a donné à son dernier film, *It's a Free World*, il y a tout lieu de le croire. Si nous rajoutons les prénoms des deux héroïnes qui servent de fil conducteur à son nouvel opus, Angie et Rose, alors la présomption se transforme en certitude, car en fait de « monde libre », son docufiction fait défiler sous nos yeux la quintessence absolue d'un capitalisme sans fard, parce que débarrassé du contre-pouvoir d'un classe ouvrière moribonde aujourd'hui en tant qu'organisation, avec sa conscience, sa culture, ses réflexes de solidarité.

Angie est virée de sa boîte, une officine spécialisée dans la traite des « Nègres-blancs », c'est-à-dire des travailleurs qu'elle recrute dans les pays de l'Est pour le compte des néo-esclavagistes Grands-Bretons. Sitôt lourdée, elle prend la décision de se livrer au même commerce de têtes que ses ex-employeurs. Elle persuade son amie Rose de la seconder dans sa besogne, vu que cette dernière possède des compétences complémentaires aux siennes.

Dorénavant, Angie sera obnubilée par un seul objectif, faire prospérer son sordide business.

Se laisse-t-elle émouvoir par la détresse de deux petites filles et de leurs parents sans papiers plongés dans une mouise indicible? Cela ne dure qu'un instant. Sa course effrénée à la « réussite » ne saurait s'accommoder de quelconques bouffées de sentimentalisme. Elle doit à tout prix tirer son épingle du jeu, donc se transformer en combattante sans pitié, condition sine qua non pour tenir son rang dans la guerre économique qui sévit.

Son vieux prolo de père tente bien de la raisonner, mais ses conseils sont frappés de nullité, et pour cause, n'est-il pas affecté de la tare suprême, celle d'être resté pauvre à cause de sa fidélité à ses convictions d'un autre âge?

Nous postulons que le film de Ken Loach n'a pas la prétention de nous présenter des figures abstraites du darwinisme social, et c'est heureux.

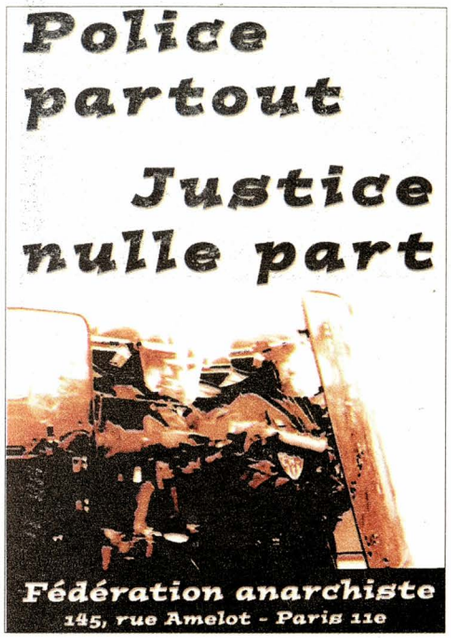
Il réussit infiniment mieux qu'un pamphlet saturé de lourd didactisme, en ce qu'il nous donne à voir toute l'abjection contenue dans la devise de William Graham Sumner, un de ses théoriciens, lequel avait pour devise: « Comprenons bien que nous ne pouvons sortir de cette alternative: liberté, inégalité, survivance des plus aptes; absence de liberté, égalité, survivance des moins aptes. La première formule fait avancer la société et favorise ses membres les plus doués. La seconde fait régresser la société et favorise ses membres les plus arriérés. »

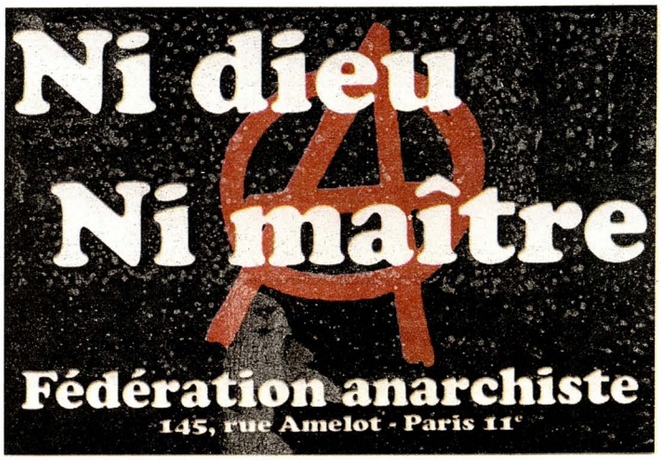
Si Sumner l'américain et Spencer l'anglais étaient encore vivants, probablement jubileraient-ils en voyant leur vœu le plus cher s'accomplir à vaste échelle.

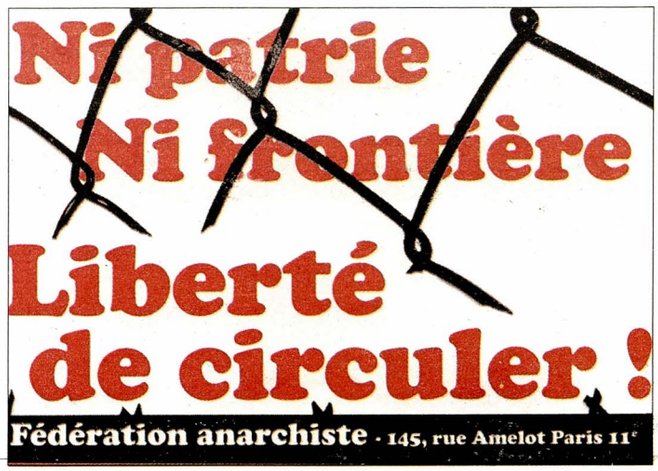
Il serait stupide et réducteur de considérer Angie, et à un degré moindre Rose, comme des êtres pervers par nature, ou de chercher à traquer en elles une quelconque méchanceté ontologique. Dans *It's a Free World*, Ken Loach et son scénariste Paul Laverty ont brillamment écarté la facilité qui aurait pu s'offrir à eux s'ils avaient opté pour une sorte de « visitation » de la psychologie des deux principales protagonistes du scénario. Ce film, d'une honnêteté rare par les temps qui courent, nous renvoie tout simplement à notre époque et nous amène à nous poser la seule question qui vaille: sommes-nous condamnés à la barbarie et à l'innommable?

Remercions Ken Loach, cet urgentiste du cinéma, de nous avoir livré avec talent un diagnostic d'une telle précision.

Sami Chemin







Ces trois autocollants (taille réelle 15x20 cm) édités par la Fédération anarchiste sont toujours disponibles à la libraire du Monde libertaire, 145 rue amelot, Paris XIe, au prix de 1,50 euros les cinquante exemplaires.
Bis repetita placent.

Le Trophée Andros en pleine déconfiture !

Cette année avait lieu la 19e édition du Trophée Andros, une course automobile sponsorisée par une marque de confitures et de compotes. Tout un symbole…

Après dix-neuf ans de nuisances, de bruit, de pollutions, de matraquage publicitaire, de coupures électriques dues aux besoins boulimiques en électricité du trophée… une opposition à cette course s'est enfin matérialisée et décidée à agir.

Dans ce territoire rural de moyenne montagne, la politisation est bien différente de celle que l'on trouve en ville. Précaires, saisonniers, agriculteurs, mais aussi classes supérieures travaillant à Grenoble et logeant sur place… le Vercors est entré dans un ronron tranquille. Le milieu est sans cesse agressé, au nom du progrès, de la modernité ou de l'emploi. La résistance est devenue une image d'Epinal, à mille lieues des nécessités actuelles de sortir d'une torpeur et d'une résignation anesthésiante.

Ainsi, cette mobilisation est quelque chose de très important: une présence physique, assumée, des distributions de tracts, des collages d'affiches, des banderoles, le Vercors n'avait pas vu ça depuis bien longtemps!

Dès l'heure du rassemblement sur un rond-point « stratégique », la police est déjà présente, et en nombre. L'action aura tout de même lieu, leur crainte venant essentiellement d'un accident de la route ou d'un blocage total de la circulation.

Nos capacités (plus de 35 personnes présentes sur l'action) nous permettent de mettre en place des distributions de tracts à chaque voie d'accès au rond-point, mais aussi de disposer guirlandes d'affiches et banderoles. La neige est haute, le vent du Nord cingle les visages, mais la motivation est au rendez-vous!

Pour parodier la course automobile, un pseudotrophée est organisé: c'est le « trophée compote », tournant en ridicule les coureurs automobiles.

Cette mobilisation contre cette course automobile était menée par un comité spontané, dans lequel était présent le groupe du Vercors de la Fédération anarchiste. Après une réunion publique sur le thème de la décroissance, un concert de soutien qui avait été un plein succès, la venue à la manif contre Iter à Marseille c'était la première apparition au grand air et à domicile pour les anars des montagnes! Le jeune groupe de Pont-en-Royan était également présent, ainsi qu'une délégation du groupe de Chambéry, preuve s'il en était encore besoin que nos valeurs de solidarité et d'entraide ne sont pas de vains mots!

Au-delà de la satisfaction de voir depuis quelques années de nouveaux groupes anarchistes s'implanter, nous étions aussi enthousiastes de voir qu'il est possible de travailler en bonne entente avec d'autres personnes (non anarchistes, ou anarchistes sans le savoir!) sur des bases d'actions directes et d'auto-organisation.

Comme nous nous y attendions, l'action a suscité quelques réactions hostiles, mais nous avons été très surpris de leur extrême minorité.

Par contre, les messages de sympathie, d'encouragement et de félicitations furent nombreux et réconfortants. Il semble que de nombreuses personnes furent ravies de voir que certains passaient enfin à l'action, faisant sortir le Vercors d'un long sommeil… Cela laisse présager des mobilisations futures encore plus larges et plus efficaces!

Après avoir distribué 600 tracts de la F.A. et 600 tracts du comité de mobilisation contre le trophée, il est temps de plier bagages: après un pot dans un bar, tout le monde se quitte en se donnant rendez-vous pour de futures mobilisations, encore plus fortes. Merci à tous et à toutes! Ce n'est qu'un début!

Le groupe FA Vercors

Le tract du rassemblement, des photos, etc. sur notre site: fa.vercors.free.fr

Radio libertaire

Jeudi 24 janvier

08 h 30. Jus de rue par Casquette.

10 heures Chronique hebdo de l'actualité par Jacques et Gérard.

12 heures De rimes et de notes par Marlène.

14 heures Radio cartable à Ivry-sur-Seine.

15 heures Bibliomanie: autour des livres

16 h 30 Petites annonces d'Elisabeth.

18 heures. Si vis pacem: abolir les prisons .

19 h 30.Les enfants de Stonewall « Sida bla bla». Emission d'Act Up.

20 h 30. Entre chiens et loups. Art & Anarchie.

22 heures. Epsilonia. Musiques expérimentales.

Vendredi 25 janvier

13 heures. Place aux fous Musique.

14 h 30. Les oreilles libres. Musiques engagées.

16 heures. Koumbi. Chroniques africaines.

17 h 30. Radio ZAM, Esperanto Jeunes.

19 heures. L'invité du vendredi : « Trait d'union».

21 heures. Offensive libertaire et sociale...

22 h 30. Ça booste sous les pavés. Le Peuple basque.

Samedi 26 janvier

8 heures. Réveil Hip Hop

10 heures. La Philanthropie de l'ouvrier charpentier. Comment draguer.

11 h 30. Chroniques syndicales

13 h 30. Chroniques rebelles

15 h 30. Deux sous de scène par Nicolas Choquet.

17 heures. Bulles de rêve

19 heures. Tribuna latino-americana

21 heures. Tormentor. Musique Dark.

Dimanche 27 janvier

8 heures. Goloss trouda, la voix du travail

10 heures. Ni maître ni dieu par Jean-Jacques.

12 heures. Folk à lier par Thierry et Serge.

14 heures.Tempête sur les planches

17 heures. Le Mélange, avec M.Polizzi.

18 h 30. Echos d'Irlande avec Diane.

20 h 30. Désaxés, Ciné.

20 heures. Les liaisons dangereuses (Seppuku).

Lundi 28 janvier

9 heures. Muzart de Nathalie Mac Grath.

11 heures Lundi matin. Revue de presse.

13 h 30. Les partageux de la Commune.

15 heures. Flamencamente.

18 heures. Agora libertaire. Les régions.

19 h 30. Le monde merveilleux du travail.

21 heures. Ça urge au bout de la scène.

22 h 30. De la pente du carmel...

Mardi 29 janvier

8 heures. Le Parisien libertaire.

9h 30. Zone à mix. Scratch music Par DJ.

12 h 30. Wreck this mess. musiques radicales.

14 h 30. L'idée anarchiste.

16 heures. Les amis d'Orwell

17 heures. Des oreilles avec des trous (dedans)

18 heures. Pas de quartiers. Toxicos!

19 h 30. Paroles d'associations par Sylvie.

20 h. 30. Radio libertario. CNT / AIT.

22 h 30. Jazz en liberté par Gérard Terronès.

Mercredi 30 janvier

8 heures. Les destinées de l'histoire : Kronstadt.

9 h 30. Court-circuit. Philosophie, Arts, Politique.

10 h 30. Blues en liberté. Bo Diddley, jungle.

12 heures. Sans toit ni loi: mal-logés, précarité.

14 heures. Le manège. Littérature & Cinéma.

16 heures. Léo 38. Reggae et autres...

17 heures. Décalages horaires. World music.

18 h 30. Femmes libres, qui luttent, témoignent

20 h 30. Ras les murs. Actualités des prisons.

22 h 30. Trafic par @gnès et Thierry.

0 h 30. Free Libertaire. Musiques alternatives Nico, alias DJ Diplo.

89.4 MHz en région parisienne

rl. federation-anarchiste. org

Jeudi 24 janvier

Avignon (84)

20h30. Hommage aux républicains espagnols. Projection de *Land and freedom* suivie d'un débat avec la participation de Barbara Audras . Cinéma Utopia Manutention

Vendredi 25 janvier

Saint-Denis (93)

19h30. La Société de défense des laïques non-croyants, non-croyantes et athées organise une réunion publique à la Bourse du Travail de Saint-Denis (métro ligne 13 - station Porte de Paris) avec Guylain Chevrier, historien. Le nouveau Traité européen contre la laïcité.

Ivry 94

20 heures. Jérôme Gauthier Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, Tél. : 01.46.72.64.68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.

Samedi 26 janvier

Saint-Denis (93)

de 14 heures à 18heures. L'autogestion, débat organisé par le LAB'O, association des étudiants en anthropologie de Paris 8. Amphi D - université de Paris-VIII - Saint Denis (Métro ligne 13 - station Université). 14 h - Projection du film *The Take*, 15h40 - Usines récupérées, usines autogérées ? 16h15 - Semer l'utopie pour récolter du réel.

Paris XVIIIe

15h30. Alain Testart viendra présenter son ouvrage *Critique du don. Étude sur la circulation non marchande* - éditions Syllepse - dans lequel il se propose de « démythifier les fausses solutions (charité, gratuité, désintéressement), remises au goût du jour par les nostalgiques d'un âge de l'innocence et paradis perdu » à la bibliothèque La Rue (10, rue Planquette – Paris 18e Métro : Blanche ou Abbesses).

Ivry 94

20heures. Matthieu Bouchet, chant, guitare, piano, accompagné par Sylvain Grolleau à la contrebasse et Régis Florès à la guitare Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, Tél. : 01.46.72.64.68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.

Mercredi 30 Janvier

Paris IVe

20 h.30. Céline Caussimon chante au Théâtre Essaîon .6, rue Pierre-au-Lard, Paris 4e, M° Hôtel-de-Ville. Réservations: 01.42.78.46.42. Tarifs: 15 et 10 euros.

Doyet (Montluçon 03)

20 heures. Concert au maquisard (local autogéré) avec Na'Pi (Anarchopunk au chant féminin de Clermont) et Death Rattle (CrustPunk des Montagnes), le Keupon voyageur - 5 La Gare - 03170 Doyet. Tél. : 06.12.27.70.01. Prix libre.

Vendredi 1er février

Ivry 94

20 heures. Michel Hermon chante Léo Ferré et ses poètes, dans son spectacle «Compagnons d'enfer », accompagné au piano par Christophe Brillaud. Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, Tél. : 01.46.72.64.68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.

Samedi 2 février

Ivry 94

20 heures. Michel Hermon chante Léo Ferré et ses poètes, dans son spectacle «Compagnons d'enfer », accompagné au piano par Christophe Brillaud. Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, Tél. : 01.46.72.64.68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.

Dimanche 3 février (jusqu'au 25 février)

Paris

Festival Fulgurance rencontre des cultures noires, qui aura lieu du 3 au 25 février à Paris. Arts visuels, conférence, théâtre. Contact: Charlotte FERRON 06.88.31.18.94. presse@labelette.info

Mercredi 6 février

Paris IVe

20h.30. Dernière. Céline Caussimon chante au Théâtre Essaîon. 6, rue Pierre-au-Lard, Paris 4e, M° Hôtel-de-Ville. Réservations: 01.42.78.46.42. Tarifs: 15 et 10 euros.

Jeudi 7 février

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures: à l'heure de la montée en puissance de tous les intégrismes, le groupe Kropotkine de la FA vous propose une soirée anticléricale avec Marc Silberstein, préfacier d'*Apologie du blasphème* (Syllepse, 2006). Bibliothèque Sociale, au 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03.23.80.17.09.

Vendredi 8 février

Ivry 94

20 heures: Sarcloret et Michel Buhler, accompagnés au piano par Gaspard Glaus, chantent Jean Villard Gilles dans leur spectacle « Les Trois Cloches » Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès. Tél. : 01.46.72.64.68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.

Samedi 9 février

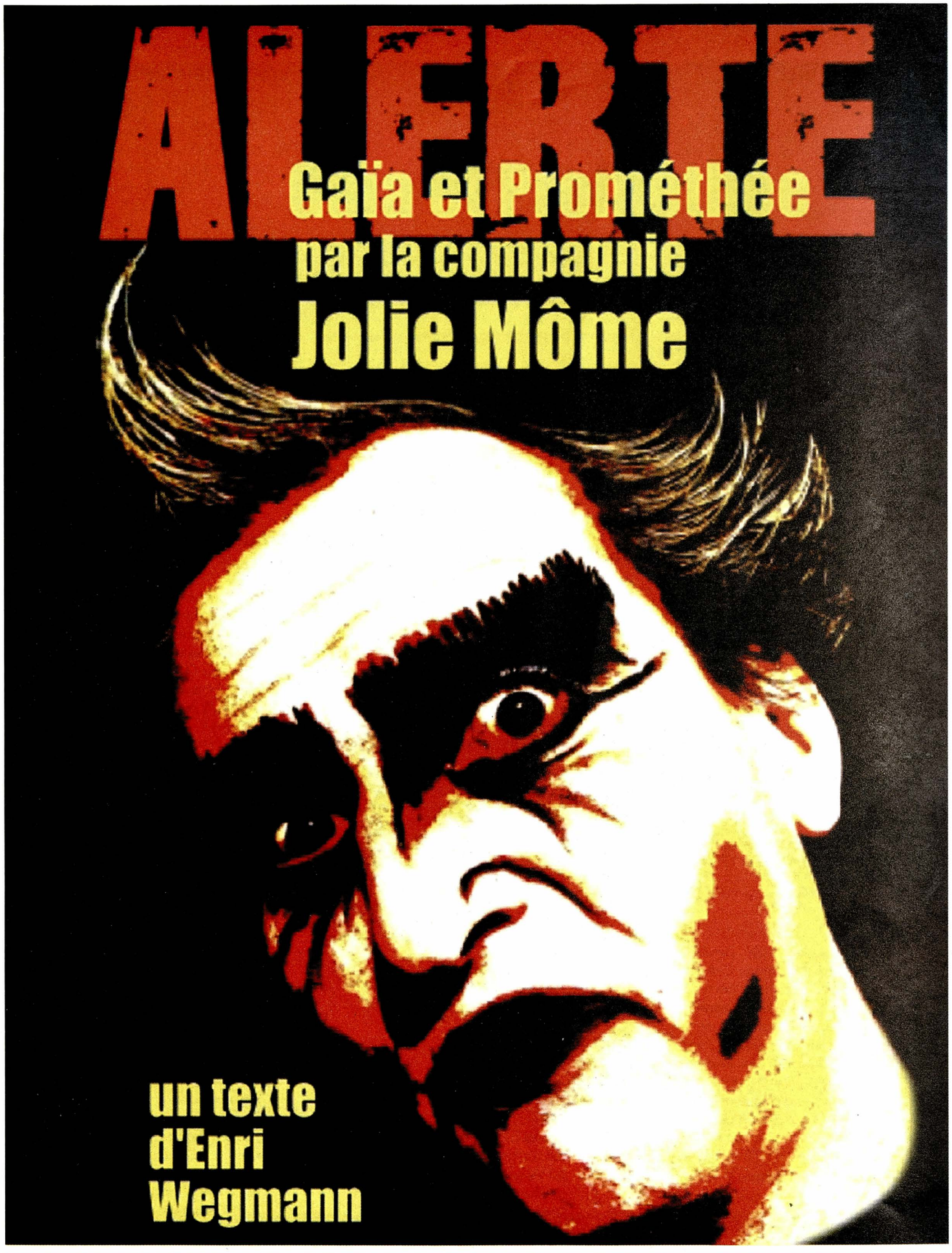
Ivry 94

20 heures: Sarcloret et Michel Buhler, accompagnés au piano par Gaspard Glaus, chantent Jean Villard Gilles dans leur spectacle « Les Trois Cloches » Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès. Tél. : 01.46.72.64.68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.

Dimanche 10 février

Ivry 94

17 heures: Sarcloret et Michel Buhler, accompagnés au piano par Gaspard Glaus, chantent Jean Villard Gilles dans leur spectacle «Les Trois Cloches» Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès.
Tél. :01.46.72.64.68. Métro : Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.



Représentations du 17 janvier au 3 mars, jeudi, vendredi et samedi à 20h.30 et le dimanche à 16 heures
à « La belle Étoile », 14, rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis, 93210.
Réservations et renseignements au 01 49 98 39 20
. Métro: Porte-de-la-Chapelle; bus 153 (Arrêt: Église-de-La Plaine).